

N° 1225 - du 13 au 19 novembre 1980 - 4,00 F

l'humanité rouge

organe
central du **PCML**

Japon :
la réalité du
miracle

Voir pages centrales

EUX
ÇA VA
merci



ET
VOUS
?

AVEC LE PARTI

Pierre Bauby à Toulouse

FRUCTUEUSES RENCONTRES

Première visite, première rencontre de notre camarade P. Bauby, candidat aux présidentielles, avec Toulouse. Arrivé aux aurores dans la ville rose, P. Bauby participait à la diffusion du tract de la section 31 annonçant sa venue, à l'usine Mas. Une grande partie de la journée était ensuite consacrée aux rencontres avec les média régionaux : FR 3 qui passait 1'45" d'émission le soir lors du journal télévisé de Midi-Pyrénées, Sud-Radio qui enregistrait plus de 10' d'interview, *La Dépêche* et Radio Barbe-rouge, une radio libre locale poursuivie par le pouvoir. Un premier contact, aussi intéressant qu'utile. Le restant de l'après-midi est l'occasion d'une rencontre avec des dirigeants syndicalistes de l'APC. Un entretien chaleureux apprécié. Enfin, dans la soirée, se tiendront deux réunions avec une trentaine de camarades et de sympathisants, militants syndicaux. Une discussion ouverte, franche, positive, d'où ressortiront à la fois exigences et sympathie active à l'égard de notre parti.

(...) Sud-Radio : Alors vous êtes donc l'un de ces 25 ou 26, je dirais, petits candidats à côté des 4 grands...supposés du moins. Quels sont actuellement vos problèmes? Il y a cette fameuse difficulté, cette barre des 500 signatures, je suppose?

P. Bauby : Nous sommes confrontés à cette difficulté de réunir les conditions nécessaires pour être réellement candidat au premier tour. Il est normal qu'il y ait des mesures qui soient prises pour empêcher les candidatures fantaisistes comme on en a connu par le passé, du genre Ducatel ou Barbu. Ceci dit, pour nous, il est essentiel que dans le débat qu'il va y avoir dans le cadre des élections présidentielles, tous les courants politiques qui existent en France, et nous en faisons partie,

anormal que des candidats comme vous, comme d'autres, soient-là simplement pour témoigner et finalement n'ambitionnent pas du tout l'Elysée?

Nous n'avons aucune illusion sur la chance d'être élu, c'est vrai. Mais nous avons un petit peu plus d'ambition que de simplement témoigner. Nous voulons que dans le débat de l'élection présidentielle, ce que nous considérons être les vraies questions soit posé : comment aujourd'hui résister à l'attaque du gouvernement et du patronat dans tous les domaines? Comment aujourd'hui s'opposer à l'aggravation de la situation internationale, s'opposer à la montée de la guerre qui provient de la rivalité des deux superpuissance

muniste et le Parti socialiste?

Hé bien, les rapports les plus fréquents se déroulent à la base dans les entreprises, dans les syndicats. Et le plus souvent nous nous retrouvons au coude à coude avec les militants de ces deux partis, du Parti socialiste comme du Parti communiste français. Ceci dit, nous avons aussi des divergences d'ordre stratégique sur quel socialisme pour la France? Sur comment y parvenir? Qui sont importantes, qui nécessitent débat, qui nécessitent clarification dans le mouvement ouvrier. Nous défendons nos positions, mais nous en débattons. Et nous pensons que ce débat, cette clarification, plus que jamais nécessaires aujourd'hui, ne doivent pas empêcher l'unité d'action, à la base pour s'opposer au gouvernement, pour s'opposer au patronat, pour s'opposer aux licenciements. Or, la polémique qui se développe actuellement, et qui se développe entre CGT et CFDT, en particulier, nous semble grave, parce qu'elle entrave toute possibilité d'unité d'action. Et qui profite de cela aujourd'hui, si ce n'est le gouvernement et le patronat. Et donc, nous insistons beaucoup sur la nécessité de l'unité des travailleurs dès aujourd'hui. Et c'est dans cette unité que l'on procédera à la clarification de

lopper au détriment du Parti communiste?

On n'a pas de pressions directes qui nous soient faites ni par les uns, ni par les autres. Le Parti communiste français, jusqu'à présent nous ignore. Dans sa presse, il n'a pas fait état de notre candidature à la différence des autres média. Et donc, pour l'instant, il essaie de minimiser notre importance et on le comprend. Nous sommes un parti communiste aujourd'hui en France. Quant au Parti socialiste, il a défendu, en tout cas pour l'instant, à ses élus de signer pour d'autres candidats que celui qui sera désigné par le Parti socialiste. Cela ne nous semble pas normal. Quand on défend la liberté d'expression, quand on défend la démocratie, comme le déclare le Parti socialiste, et bien, il ne devrait pas empêcher justement d'autres candidats d'être présents dans cette élection présidentielle. Il faut mettre en accord ses déclarations et ses actes. (...)

Ma dernière question sera, disons, plus personnelle. Vous êtes le premier candidat à venir à cette antenne, c'est le hasard du calendrier qui le veut. Qu'est-ce que ça représente à titre personnel, à titre individuel de se lancer dans une telle campagne, avec l'espèce de grand spectacle que ça va donner pendant six mois, tout ce qui peut se passer. Pour un homme, c'est quoi, une campagne présidentielle?

Ce n'est pas toujours facile, c'est vrai. En ce qui nous concerne en tous cas pour l'instant, nous participons assez peu au grand spectacle dont vous parlez qui est plutôt réservé aux quatre grands partis, ceux qu'on appelle généralement en France maintenant, la « bande des quatre ». Ceci dit, c'est passionnant. On discute, on a beaucoup de contacts avec des travailleurs à cette occasion. Et cela nous permet non seulement de développer nos idées, mais ça nous permet aussi d'écouter, de mieux connaître la réalité, de mieux connaître les difficultés des travailleurs, les problèmes auxquels ils sont confrontés, leurs luttes aussi. Et c'est pour nous, non seulement donc faire notre travail de militants, mais c'est aussi apprendre beaucoup de choses et contribuer ainsi à ce que l'on soit de mieux en mieux capable de transformer la réalité. Et c'est ça le but. C'est un travail militant comme un autre finalement. Mais qui, je crois, est même plus passionnant qu'un autre.



puissent s'exprimer, puissent défendre leurs positions, puissent poser les questions importantes. Et nous pensons que les entraves qui sont actuellement mises, en particulier par le ministre de l'Intérieur, M. Bonnet, à la présentation des candidats, doivent disparaître.

USA et URSS? C'est ces questions-là que nous voulons poser. Et nous voulons qu'elles soient débattues dans le cadre de cette campagne. C'est un peu plus ambitieux que simplement défendre nos positions ou faire parler de nous.

Quelles sont vos rapports justement avec le Parti com-

quel socialisme pour la France et de comment y parvenir.

Est-ce que vous n'êtes pas l'objet de pressions de ces grands partis? L'un, le Parti communiste, souhaitant vous voir prendre le moins de place possible, et l'autre, le Parti socialiste, souhaitant vous voir déve-

L'ENJEU

Il y a dans les poursuites judiciaires dont *Le Monde* est aujourd'hui l'objet, un enjeu considérable. Voici d'abord un article 226 du Code pénal qui punit d'une peine de un à six mois de prison et de 500 à 30 000,00 F d'amende « quiconque aura publiquement par actes, paroles ou écrits, cherché à jeter le discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle dans des conditions à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance ». Texte tellement vague qu'il peut signifier tout simplement : toute critique de la justice et de ses décisions sera punie. Il s'agit donc d'un article extrêmement dangereux pour la liberté de la presse et plus généralement pour la liberté d'expression des citoyens au sujet de la justice.

Alors qu'il avait été rarement employé, voici un article qui est utilisé deux fois, coup sur coup. Le 26 septembre dernier contre *Libération*, coupable d'avoir critiqué le fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat et le 7 novembre contre *Le Monde*. Voilà enfin un article qui est utilisé au moment même où le pouvoir veut faire adopter un nouveau Code pénal qui se traduirait par l'extension d'une justice arbitraire.

Ainsi, on veut imposer le silence à la presse à l'heure où sa liberté sera plus nécessaire que jamais pour faire face à l'arbitraire. Le danger qui est là est celui d'une presse bâillonnée face à une justice expéditive. Rappelez-vous quel fut le rôle de la presse, et notamment celui du *Monde* et de *Libération*, pour dénoncer les conditions dans lesquelles se déroulèrent les procès en flagrant délit qui suivirent la manifestation du 23 mars 1979 à Paris ainsi que les verdicts qui furent alors prononcés. On se souvient que la parole des policiers fut alors le seul témoignage qui servit à condamner des citoyens à de lourdes peines de prison. La presse, à l'époque, mit en évidence les contradictions dans ces témoignages; elle souligna, faits à l'appui, que certains étaient mensongers. Ceci permit d'obtenir des révisions de procès, de mettre en cause la procédure des flagrants délits, de poursuivre des policiers pour faux témoignages. L'un d'entre eux comparait récemment devant un tribunal. Au cours du procès, on apprit qu'il était un admirateur d'Hitler... Et c'est la parole d'un tel individu qui avait servi à condamner un jeune manifestant!

Eh bien, sachez que la loi Peyrefitte, c'est l'extension de la procédure de flagrant délit, qu'elle donne un rôle étendu à la police pour faire condamner les gens! Que se passerait-il si la presse était alors contrainte au silence sur tout ce qui concerne le fonctionnement et les décisions de la justice? *Le Monde* a affirmé, suite à l'annonce des poursuites dont il est l'objet, qu'il ne se tairait pas. C'est une fermeté qui l'honore. Et nous sommes sans réserve à ses côtés dans ce combat, comme le sont tous ceux qui défendent les libertés dans ce pays.

Si *Le Monde* et *Libération* devaient être inculpés, et à plus forte raison condamnés, le pli serait pris et l'on risquerait fort de voir la chose se reproduire et l'autocensure s'installer par crainte des poursuites. Il ne doit donc pas y avoir de précédent.

Pierre BURNAND

L'humanité rouge

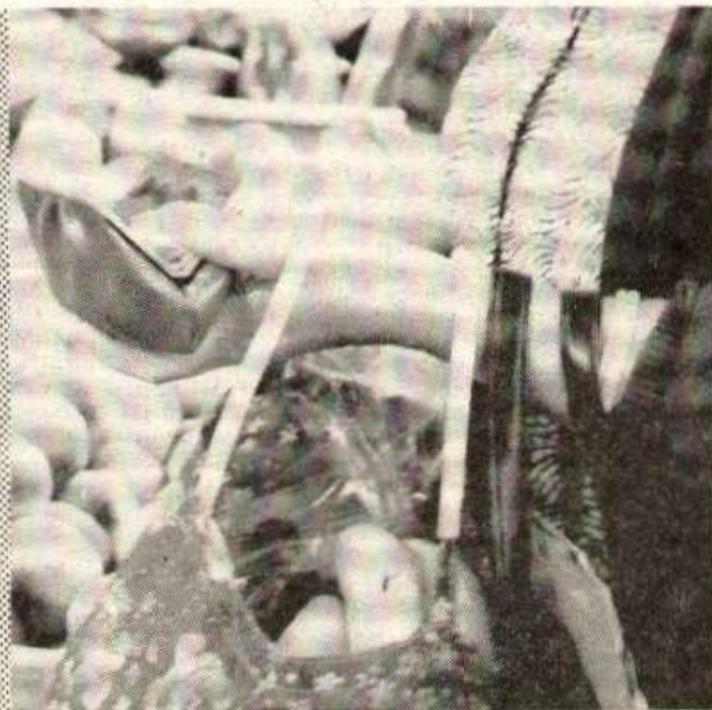
Directeur politique : Jacques JURQUET - Rédacteur en chef : Pierre BURNAND
 Rédacteurs : Gilles Carpentier, Léon Cladel, Claude Dhalluin, Hervé Dastar, Rémi Dainville, Estelle Delmas, Serge Forest, Michel Lopez, Catherine Lemaire, Claude Liria, Claude Lebrun, Yves Lepic, Charles Malloire, Pierre Marceau, Claire Masson, Alain Mercier, Nathalie Villotiers, Evelyne Le Guen.
 Secrétaire de rédaction : Pierre Marceau - Administration : Max Durand.
 Imprimerie La Nouvelle - Directeur de publication : Jean-Luc EINAUDI.
 L'HUMANITE ROUGE - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19 - CCP : 3022672 D La Source - Commission paritaire : N° 57 952 - Dépôt légal : 4e trimestre 1980

Le pouvoir d'achat des nantis risque d'en prendre un coup. A tout le moins, il n'est plus question du maintien. C'est Barre qui le dit et lorsqu'il s'agit de revoir en baisse le niveau de vie, on peut le croire sur parole. Mais, attention, pas de méprise. Pour Barre, les nantis, c'est vous, c'est moi. Les autres, ceux qui sont nés coiffés, n'ont pas fini de profiter. Parures, bonne chère, dorures, douceur et luxe. Voilà leur pain quotidien.

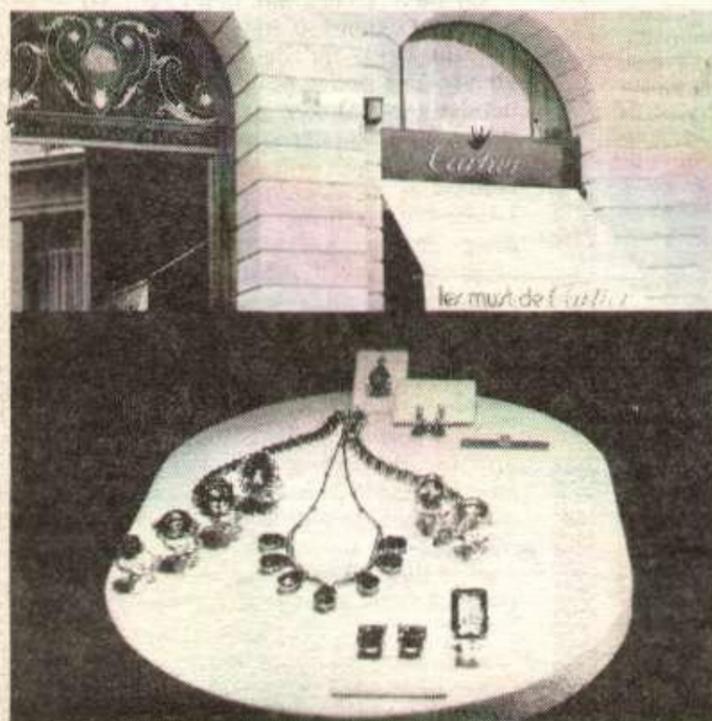


**EUX
ÇA
VA**

**ET
VOUS
?**



Place de la Madeleine, on s'arrête devant les vitrines alléchantes de Fauchon, la meilleure épicerie de Paris. On y trouve les mets les plus étonnants, la charcuterie fine... Cette semaine, boudin aux raisins (44,00 F le kilo) et canard aux navets (150,00 F pièce)... Plus loin, place Vendôme, un des plus grands bijoutiers de Paris. Pas de prix sur les parures, mais, à côté, rue de Rivoli, on peut s'offrir un pull à 1 450,00 F.



«Pour les années à venir, je manquerais à mon devoir le plus élémentaire si je ne disais pas clairement que le maintien du pouvoir d'achat est un objectif ambitieux plus qu'une quasi certitude.» déclarait Barre le 5 novembre devant le Conseil économique et social.

S'en prendra-t-il aux vrais nantis, à ceux qui se gobergent dans le luxe? Peu probable! Vous êtes vous déjà acheté un pull-over à 1 250 francs? Moi, non; la moitié du SMIC pour un vêtement! Et pourtant ça s'achète puisque c'est vendu! Limitera-t-il la température à Matignon à 19 degrés, au nom de l'économie d'énergie, ou la laissera-t-il encore à 25 degrés (*)?

Les prix

Mais comment peut-il parler de maintien du pouvoir d'achat, alors que celui-ci ne cesse de se dégrader? Selon l'indice de l'INSEE du 10 novembre 80, le prix au détail sur le plan national avait augmenté de 13,8% entre octobre 79 et octobre 80 et le prix de gros des produits énergétiques sur la même période, avait monté de plus de 22,7%. Récemment les grossistes ont spéculé sur la vague de froid, pour opérer des hausses vertigineuses sur les légumes, à tel point que l'Union française des consommateurs nous invite à les boycotter.

Le SMIC

Certes, en période électorale, il faut ménager la chèvre et le chou, avertir la ménagère de la baisse de son pouvoir d'achat, mais rassurer le citoyen en relevant le SMIC au 1er décembre prochain pour le porter à 14,85 francs, mais il n'en demeure pas moins que l'augmentation du SMIC accuse un certain tassement par rapport à l'augmentation des prix: il avait crû de 7,6% de plus que les prix de détail sur 73-74, de 3,8% sur 75-76, de 1,4% sur 76-77 et de 1,5% sur 79-80.

Les smicards

Et les smicards ne représentent pas une espèce en voie de disparition, au contraire. Au 1er mai 80,

on dénombrait 1 650 000 salariés payés au SMIC et même moins; 1 500 000 salariés touchaient entre le SMIC et 3 000,00 F et 1 000 000 entre 3 000,00 et 3 330,00 F. Ceux qui tirent le diable par la queue? Ce sont aussi bien les 27% de salariés payés au SMIC du textile et de l'habillement, les 22% du cuir et de la chaussure, les 470 000 agents de la fonction publique et des collectivités locales, les 22% des salariés agricoles. Et dans bien des cas, ce sont les chefs de famille, 1 700 000 travailleurs et travailleuses qui gagnent ce cache-sexe de la misère.

Les cotisations

Ce tout juste bon à ne pas joindre les deux bouts a été encore amputé depuis le 1er juillet de 1% de cotisation supplémentaire à la retraite de la Sécurité sociale et de 2% à la retraite complémentaire. Relevons au passage que ce milliard 600 millions ainsi extorqué permet de couvrir partiellement le déficit des cotisations patronales qui s'élève à 3 milliards 675 millions.

Les impôts

Une certaine catégorie de travailleurs perçoit des salaires bas, certes, mais les prestations et autres allocations ne sont pas négligeables nous répondra-t-on. Leur importance est toute relative dans le budget 1981, le calcul de l'impôt sur le revenu permet un relèvement de 13,3% sur les quatre premières tranches du barème, de 12% sur les 8 suivantes, de 8% sur la dernière, certaines personnes âgées et les invalides bénéficient d'un abattement de 13,3%, juste retour des choses puisque le taux d'inflation est évalué à 13,3% aussi.

Les allocations

En fait, par le jeu du quotient familial, les avantages accordés aux cadres sont sensiblement les mêmes que ceux dont bénéficient les familles ouvrières par le biais des allocations.

Une enquête de 1973, en Saône-et-Loire, sur les allocations logement, quelque peu désuète mais

pourtant si significative, nous apprend que parmi les allocataires dont le revenu était inférieur au plafond de ressources, plus de la moitié d'entre eux ne bénéficiaient pas de cette prestation, ils remplissaient les conditions de revenus, mais ne consacraient pas un minimum de leurs ressources aux dépenses de logement conforme aux normes de confort et de peuplement.

Faut-il rappeler que les élèves de LEP, issus pourtant de milieux défavorisés, n'ont pas droit à l'allocation de rentrée scolaire, que le pouvoir d'achat des bourses a chuté de 38% pour le 1er cycle et de 15% pour le second cycle de 78 à 80. Le gouvernement a relevé le minimum vieillesse mais il est néanmoins limité à 55% du SMIC!

Les chômeurs

Confrontés à une âpre réalité économique, ces millions de salariés aux bas revenus, mais que dire des chômeurs et des chômeuses non indemnisés!

Au 10 novembre 80, les statistiques de l'INSEE prévoient que l'ancienneté moyenne des demandes d'emploi en fin de mois et le taux de chômage avaient tendance à augmenter. On fait dans le choix des mots à la statistique nationale!

Entre janvier et mai 80, 65 000 demandeurs d'emploi ont perdu leurs droits aux ASSEDIC. Sur les 10 832 personnes évincées des ASSEDIC en juillet 80, 44% étaient des hommes de 20 à 29 ans et 53% des femmes entre 20 et 29 ans, âge où fréquemment on endosse des charges familiales!

Parmi eux, 5,1% avaient été rayés des listes, leur durée maximale d'indemnisation (3 ans jusqu'à 50 ans, 5 ans pour les plus âgés) atteinte, 49,3% n'avaient plus droit à leurs allocations forfaitaires ou ne bénéficiaient pas d'une prolongation et 45,6% n'avaient plus droit aux allocations de fin de droit.

Nathalie VILLOTIERS

(*) Anecdote: lorsqu'un technicien est venu vérifier les températures à Matignon, il faisait 26°. L'excuse fournie: les thermostats avaient le cœur qui battait la chamade...

(**) Les renseignements chiffrés proviennent de la CFDT, de l'INSEE et du CERC.

Interview

JEAN KEHAYAN ET L'URSS

Le vendredi soir, au club, il retrouve le notaire, celui dont l'étude, située non loin du mail, a déjà eu à connaître de la fortune de son regretté père. Ensemble, ils échantonnent quelques propos avertis sur le négoce ou l'immobilier. Plus tard, si le toubib est là, ils pourront commenter la dernière indiscretion concernant les délibérations du Conseil général. Le tout en dégustant un vieux brandy - que je vous recommande.

Vous l'avez deviné, notre homme n'a rien du parvenu. Avec la tranquille assurance des gens qui ont suffisamment de biens pour n'avoir pas besoin d'en faire étalage, il tient son rang dans le cercle des notables. Et il le tient bien.

Dans ce gros bourg viticole qui a prospéré jusqu'à devenir une authentique ville, on vous expliquera - non sans que le compliment ne laisse percer une pointe d'envie - qu'il a su réaliser un beau mariage. Entendez là un bon placement, quelque chose comme la fille d'un officier supérieur de la police judiciaire. Et si vous fréquentez les stades, vous verrez que les jours où l'équipe de football se produit on se presse autour de lui en lui donnant du « Monsieur le Président » gros comme le bras. Citoyen au-dessus de tout soupçon, ça vous dit quelque chose ?

Jeudi dernier, il comparait devant la 14e Chambre du tribunal correctionnel de Paris et risque 5 ans d'emprisonnement.

C'est que Monsieur Julien a commis une erreur. Une seule, mais impardonnable. Il a recouru aux services du même assureur et du même encaisseur pour les 5 hôtels d'abattage qu'il possède dans le XVIIIe arrondissement.

Il est tombé pour proxénétisme... le cher homme.

A bâtons rompus

Par Pierre Marceau

Restaurer l'empire dans sa splendeur passée. Redonner à la bannière étoilée sa fonction conquérante. Rétablir le standard de vie américain et son luxe pratique. Bannir la mauvaise conscience. Liquider le complexe engendré par les revendications égalitaires des affamés du Tiers Monde. On pourrait allonger à l'envie l'énumération des maîtres-mots de ce qu'il faut bien appeler la doctrine Reagan.

Mais il y a mieux que les formules. Un tout petit fait. En 1967, au temps du bon vieux temps que l'Oncle Sam voudrait voir revenir, la production industrielle de nourriture pour chiens aux Etats-Unis a représenté par tête de chien le revenu moyen par habitant en Inde.

Peut-être un jour pourra-t-on lire sur la tombe du président américain cette épithète : « A Ronald, la gent canine reconnaissante »...

Samedi à l'aube, cinq ouvriers poseurs de rail tombent fauchés par le rapide Paris-Toulouse, quelque part sur le ballast, en gare d'Athis-Mons. Trois ne se relèveront jamais. Homicide. L'enquête n'est pas encore ouverte que déjà toute responsabilité est obscurcie, toute culpabilité écartée. La SNCF l'affirme : « La sécurité a été respectée ». Trois hommes sont morts après tant d'autres dans des circonstances analogues et ça ne vaut même pas un doute, même pas une interrogation.

Et n'allez pas dire que c'est révoltant, n'allez pas vous indigner de ce qui ressemble à un droit de vie ou de mort sur l'ouvrier. Non, ne le faites pas.

Le feriez-vous et alors c'est tout le système qu'il vous faudrait mettre en accusation. Je prouve.

Le 5 novembre, le tribunal de Bobigny avait à juger le PDG de la société Dufour pour le décès d'un ouvrier, écrasé le 19 juillet par un bâti de fraiseuse de 5 tonnes. Le tribunal a prononcé une relaxe pure et simple, estimant que le PDG n'avait commis aucune faute.

Quant aux 42 mineurs de Liévin, tués il y a 6 ans, la justice française entend leur régler définitivement leur compte en requérant contre les Houillères une « condamnation morale ». Un Pater, deux Ave...

A votre avis, comment appelle-t-on une société qui garantit l'impunité aux tueurs ?

■ H.Dastar : Tu viens d'être exclu du parti communiste par la fédération des Bouches-du-Rhône. Comment cela s'est-il passé ?

Jean Kehayan : J'étais à Paris vendredi dernier au Seuil pour le lancement de mon bouquin. Profitant de deux heures de « creux », je suis allé à la manifestation des mineurs. Quand je suis revenu chez l'éditeur, on m'informe que l'AFP me demande de l'appeler. Au téléphone, l'Agence France presse sollicite ma réaction parce que la fédération des Bouches-du-Rhône vient de publier un communiqué annonçant mon exclusion. J'ai d'abord éclaté de rire, croyant que c'était un canular. Si la fédération veut m'exclure, elle connaît mon adresse, mon lieu de travail... Devant l'insistance du représentant de l'AFP, j'ai compris qu'il s'agissait d'une mesure complètement administrative alors que depuis deux ans, aucun dirigeant communiste n'a accepté de me recevoir, pour que moi-même je puisse m'expliquer et que l'on me dise que ma place n'était pas dans ce parti.

J'ai appris mon exclusion grâce à l'Agence France presse qui était qualifiée il y a moins d'un mois par *L'Humanité* elle-même, d'« agence des fausses nouvelles ».

C'est quand même un peu violent pour un parti qui se veut à l'avant-garde de la démocratie, de faire apprendre à ses adhérents que l'on est pour la force de frappe par la voie de la télévision, de supprimer la référence à la dictature du prolétariat sans discussion préalable et d'exclure un de ses militants par le canal de l'Agence France presse.

Mon engagement militant repose sur la misère et l'injustice sociale et j'ai voulu exprimer que c'est aussi l'injustice sociale qui m'a fait me révolter en URSS. Si j'avais pu m'expliquer dans le PC, je serais parti sur la

L'exclusion du PCF de Jean Kehayan vient d'être ratifiée par le Comité central du PCF. Au cœur de cette décision, la politique vis-à-vis de l'URSS. D'un côté, J. Kehayan et des militants qui dénoncent l'URSS et sa politique. De l'autre, une direction qui a engagé le PCF dans le soutien à la politique expansionniste de l'URSS.

Hervé DASTAR

pointe des pieds, à partir du moment où l'on m'aurait dit « ta place n'est pas parmi nous », parce que je ne veux pas être un soutien inconditionnel de l'URSS.

Cette exclusion ne m'empêche pas de rester solidaire des luttes des travailleurs, de trouver les forces pour continuer la lutte que je mène contre le mensonge.

■ Depuis la parution de *La rue du prolétaire rouge* tu as élargi ta critique de l'Union soviétique à la critique de ce que tu appelles « le soviétisme ». Qu'est-ce que tu entends par là ?

Je n'ai pas élargi ma critique; au moment où l'on a écrit *La rue du prolétaire rouge* avec Nina, on était un peu dans la position d'Henri Fitzbin : « Il y a des choses à dire, mais on ne peut pas tout dire à la fois... on va se couper des camarades, de la réalité du parti, etc. ».

A cette époque, on était dans la période du XXIIe Congrès avec un certain élargissement, une certaine lucidité par rapport à certains problèmes. En fait, ce n'est pas moi qui ai changé depuis, c'est la politique du parti qui a changé, c'est lui qui a fait un retour en arrière de trente ans, qui a peur d'affronter les réalités.

■ Chose nouvelle par rapport à ton premier livre, tu dénonces aussi le « soviétisme » du gouvernement français...

Dans *La rue du prolétaire rouge*, on disait en une seule phrase qu'il est troublant que lors d'une échéance présidentielle l'ambassadeur d'URSS allait serrer la main du candidat de la droite.

Depuis dix ans, la droite française est objectivement

collaboratrice de l'URSS pour des raisons financières, tout simplement parce que pour elle l'argent n'a pas d'odeur.

Par contre, il nous est apparu de façon violente depuis la poignée de main de l'Afghanistan et la prestation de Marchais aux Jeux olympiques que l'alignement à l'Est était complet.

■ De la part de Giscard et de Marchais ?

De la part des deux, sauf que l'un c'est pour des raisons de stratégie mondiale, Marchais, et l'autre, c'est comme tout capitaliste qui se fout complètement des idéologies pour que son commerce et ses industries fonctionnent. L'URSS sert objectivement à Giscard à s'enfoncer le moins possible dans la crise. Les contrats passés entre les grandes entreprises françaises et soviétiques, souvent à perte d'ailleurs, restent une manière de faire reculer le plus possible la crise, même si cela doit se faire sur le dos des travailleurs soviétiques.

■ Comment analyses-tu l'attitude du Parti socialiste face à l'URSS? Mitterrand a fait le voyage à Moscou, Deferre n'a trouvé à Odessa, ville jumelée avec Marseille, qu'un « peuple épris de paix »...

Je n'en ai pas fait un chapitre dans mon bouquin mais j'écris néanmoins que si la situation est bloquée, c'est justement parce que le Parti socialiste a toujours accepté de subir le terrorisme du PCF. Le Parti socialiste a honte de dire qu'il est un parti social-démocrate. Comme c'est un parti électoraliste, sa seule obsession, c'est le report de voix au

deuxième tour; sachant que ça blesserait son grand ami communiste, il modère toujours ses interventions contre l'URSS.

J'ai rencontré dernièrement Louis Mermoz, c'est un philosoviétique primaire comme certains dirigeants du parti communiste.

■ Tu dénonces à un moment donné la « notion réductrice de camps »...

Depuis trente ans, on vit sur un faux problème : lorsque l'on critique l'Union soviétique, ça signifie que l'on est du côté de l'impérialisme américain; lorsque l'on critique l'impérialisme américain, on est du côté de l'Union soviétique. Je refuse complètement cette analyse; l'exemple de la liberté, ce n'est ni Moscou ni Washington, ni Paris, mais c'est ce que nous-mêmes ici nous pourrions faire en s'organisant en bas. Le reste n'est qu'histoire d'appareils et les appareils dans ce pays sont vieux, sclérosés; leur seul combat est de se pérenniser.

■ L'union à la base, le parti communiste en a une conception bien particulière, on l'a vu lors des manifestations du MRAP contre le racisme...

Avec beaucoup de camarades communistes, on n'est plus à l'affût des consignes du parti pour obéir au doigt et à l'œil. Le problème, c'est de savoir quand il se passe un événement comment mes tripes réagissent, comment on va faire le plus efficacement possible pour aller vite. Quand un Arabe se fait assassiner dans le quartier nord, ce n'est pas la peine de réunir le comité fédéral pour dire immédiatement dans la minute qui suit : « Oui, il faut faire quelque chose, être le maximum tout de suite, aller voir le préfet, l'obliger à prendre position ».

DECLARATION SUR LA CIRCULAIRE BONNET

La Ligue des droits de l'homme et du citoyen a pris l'initiative de la déclaration suivante dont nous publions la première liste de signataires :

« Dans quelques mois, les électeurs seront appelés à élire pour sept ans le président de la République. Les pouvoirs dont disposera le futur élu - même s'il s'en tient, contrairement à ses prédécesseurs, aux limites fixées par la Constitution - font de cette élection une échéance majeure pour l'avenir du pays. Il importe donc que celle-ci soit ouverte avec une totale égalité à toutes les composantes politiques qui souhaiteraient y participer.

« Or, une circulaire aux préfets du ministère de l'Intérieur (N° 79419 du 30/11/79) conduit à s'interroger sur les conditions réelles d'application de la loi du 18 juin 1976. Il apparaît en effet que cette circulaire introduit, par le biais de dispositions administratives, une singulière restriction aux conditions imposées au dépôt d'une candidature. C'est ainsi que les formulaires officiels d'enregistrement des parrainages, qui sont déjà imprimés et à la disposition des préfetures, ne pourront être délivrés qu'à une date sans doute assez proche de l'ouverture de la campagne (vraisemblablement après le décret de convocation des électeurs, soit environ deux mois avant le premier tour). De plus, la circulaire du ministre de l'Intérieur enjoint aux préfets de remettre ces formulaires « uniquement et individuellement aux élus désireux de patronner un candidat », alors que les dispositions du Conseil constitutionnel précisent que les formulaires devaient « être tenus à la disposition des citoyens ».

« Cette multiplication des difficultés administratives pour le dépôt des candidatures vise à l'évidence à éliminer de la compétition électorale les formations non parlementaires qui ne disposent pas en leur sein des 500 parrainages exigés par la loi. Or, ces organisations représentent des courants politiques réels, même si leur influence est limitée. Il serait extrêmement grave pour la démocratie dans notre pays qu'elles soient éliminées de la participation à une vie politique normale par le biais d'une circulaire ministérielle. C'est pourquoi nous exigeons le retrait immédiat de la circulaire du ministre de l'Intérieur et que les formulaires officiels de parrainage soient mis dès maintenant à la disposition de tous les citoyens.

LISTE DES PREMIERS SIGNATAIRES DE CETTE DECLARATION :

Henri Noguères, Christine Bucy-Glucksman, Claude Bourdet, Dr Georges Brunel, Guy Bois, Pierre Bauby, Huguette Bouchardeau, Henri Caillavet, Jean Dagrone, Serge Depaquit, Jean Ellenstein, Sellio Farandjis, Jean-Jacques de Felice, Roger Garaudy, Gisèle Halimi, Jacques Jurquet, Alain Krivine, Maxime Le Forestier, Georges Labicat, Colette Magny, Dr Alexandre Minkowski, Gérard Molina, Hélène Parmelin, Michel Picoli, Edouard Pignon, Yvonne Quiles, Serge Regianni, Madeleine Reberieux, Dr Alain Siarry, Dr Christine Vinas, Pierre Vidal-Naquet

Les signatures suivantes sont à faire parvenir au siège de la Ligue des droits de l'homme, 27 rue Jean Dolent, 75014 PARIS.

GISCARDISME = PROJET PEYREFITTE + PRESSE MUSELEE

A l'heure de notre édition, la discussion sur le projet *Libertés et Sécurité* au Sénat n'est pas close. Nous ignorons comment la loi ressortira une fois votée. Fortement amendée? Dans quel sens?

Pendant, l'actualité récente donne déjà le ton, Peyrefitte et Barre avaient jeté le discrédit sur les juristes contestant et s'opposant au projet Peyrefitte, puis les ont superbement ignorés, attitude tenue et passive; à présent, le gouvernement passe à l'attaque: journaux inculpés, syndicats inculpés, discours présidentiels menaçants; ils sont déterminés à mener à terme leurs manœuvres, museler la presse, endiguer la contestation.

A la demande du ministre de la Justice, le procureur de la République, Christian Le Gunehec, a ouvert ce vendredi 7 novembre une information judiciaire contre Jacques Fauvet et Pierre Boucher, directeur et éditorialiste du *Monde*, pour infraction à l'article 226 du Code pénal réprimant les atteintes à l'autorité et à l'indépendance de la Justice. Le pourquoi d'une telle poursuite? Officiellement « le journal en question se livre, depuis des années, à des attaques d'une violence croissante qui laissent les magistrats » (Peyrefitte). Fauvet et Boucher tombent sous le coup de l'article 226 du Code pénal: « Quiconque aura publiquement par actes, paroles ou écrits, cherché à jeter le discrédit sur un acte ou une décision juridictionnelle dans des conditions de nature à porter atteinte à l'autorité de la justice ou à son indépendance sera puni de un à six mois de prison et de 500 à 30 000,00 F d'amende ou de l'une de ces deux peines seulement ».

De fait, le gouvernement ne tolère plus qu'un journal remette en cause ses méthodes de répression; je n'en

prendrai pour preuve que quelques articles incriminés, un du 11 juillet 1978 sur l'extradition de Klaus Croissant, avocat des membres de la bande à Baader, sur les tergiversations du gouvernement sur la demande d'extradition de Georges Brown, noir américain, auteur d'un détournement d'avion sur Alger, un autre sur le sort des manifestants du 23 mars le 24 mai 1979, un autre encore sur l'affaire Delpy, témoin des cadeaux royaux de Jean Bedel Bokassa à Valéry Giscard d'Estaing et un autre encore sur le fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat le 7 octobre 1980.

A l'évidence, ces articles déplaisent fort à Alain Peyrefitte, relevant ici et là la mise en place de l'espace judiciaire, la répression dont sont victimes les travailleurs en lutte et ceux qui les soutiennent, les tripatouillages présidentiels sertis de diamants, la juridiction d'exception qui a fait tomber tant de militants corses et bretons.

Du reste, Peyrefitte n'en est pas à sa première tentative d'intimidation et de répression. Le 2 mai dernier, Philippe Boucher avait réalisé un article sur le projet *Li-*

bertés et sécurité, taxé par Peyrefitte de « brouillon ramassé dans une corbeille », il avait exigé le droit de réponse dans *Le Monde*, demande rejetée. Alors le Garde des sceaux assigne *Le Monde* en référé devant le tribunal de grande instance de Paris; le 23 mai, la présidente de cette juridiction juge que le refus d'insérer la réponse de Peyrefitte était fondé.

Cette information judiciaire est d'une extrême gravité, ressortie des cartons du Code pénal, sa dernière utilisation remonte au 10 décembre 1971. Elle ligote en fait le droit de presse, elle réprime le délit d'opinion, elle jette le discrédit sur quiconque ose contester le fonctionnement de la justice.

Cette escalade avait débuté bien tôt, mais elle emprunte à présent un virage particulièrement décisif. Elle fait suite à la poursuite du 26 septembre dernier contre *Libération* pour avoir contesté le fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat, l'inculpation et la condamnation de Potier et d'une autre éducatrice, coupables d'avoir passé du courrier amoureux entre une jeune détenue à la prison des femmes de Fleury Mérogis et un autre mineur à la prison des hommes. La justice de Peyrefitte demandait par la voix du procureur, 6 mois de prison contre ces éducateurs; notons qu'à présent Potier est actuellement secrétaire national du SNE-PAP, syndicat national des éducateurs et du personnel de l'administration pénitentiaire, affilié à la FEN.

Souvenons-nous, récemment, Bonnet, le ministre de l'Intérieur, a porté plainte contre Henri Buch et José Delthorn, responsables des syndicats FASP et le SNAPC pour leur déclaration sur les policiers militant à la FNE (ex-FANE).

Dans un tel contexte, le discours de Giscard à Autun tombait à point nommé, encourageait même ses troupes à poursuivre: « Nous ne tomberons pas dans le piège qui serait de répondre à l'attentat par la réduction des libertés individuelles, par des repréailles ou l'inquisition (...) il faut écarter ce désordre de l'esprit qui consiste à donner toujours et partout tort aux responsables (...). Président du conseil supérieur de la magistrature, j'affirme que l'indépendance de la magistrature a été rigoureusement respec-

tée ». Nous voilà tranquilles, on pensait que l'indépendance avait été quelque peu déflorée rien que par l'affaire Delpy. Etrange! Dans l'affaire de ce témoin oculaire et audité des cadeaux royaux de Jean Bedel Bokassa à Giscard, les documents scellés N° 22, 35, 36, ont été extraits, durant un temps, du dossier. Ils étaient relatifs aux diamants...

On a comme un avant-goût — amer du reste — de ce que pourrait donner l'application du projet *Libertés et sécurité*. C'est au nom de la défense de la magistrature que Peyrefitte a ouvert une information judiciaire contre le directeur du *Monde* et pourtant tout son projet se propose de bloquer toute latitude d'action aux magistrats. Un exemple significatif, le rapporteur du projet au Sénat, Carous, proposait de n'appliquer qu'une amende ou une peine de prison quand le projet Peyrefitte prévoyait les deux, ce qui aurait laissé une certaine liberté aux magistrats, amendement rejeté. Il a même permis à Jean-Claude Soyser, signant sous le nom de Jussy dans *Le Figaro*, un des trois auteurs du projet, de dire qu'il s'agissait d'un des trois principaux points d'accrochage par lesquels le projet pourrait subir une altération décisive.

Bien défendue aussi l'indépendance des magistrats dans l'article consacré aux contrôles d'identité et voté par le Sénat. Vous pourrez être contrôlé dans le cadre d'une prévention d'atteinte à l'ordre public si vous (ni personne d'autre) ne pouvez prouver votre identité, vous serez amené au commissariat pour une garde à vue de 6 heures pendant laquelle vous pourrez demander à comparaître devant le procureur de la République — dépendant directement du ministre de la Justice — qui renouvellera ou non votre détention.

Indépendance encore des magistrats et ici plus particulièrement du juge d'application des peines, qui n'aura plus la possibilité de décider des permissions de sortie, celles-ci devront être prises à l'unanimité de la commission d'application des peines, comprenant entre autres le directeur de l'établissement pénitentiaire et de toute manière le ministre de la Justice aura droit de veto.

Nathalie VILLOTIERS



De nombreux incidents de séance ont marqué la première journée du dixième procès FLB devant la Cour de sûreté de l'Etat. Le premier accroc s'est fait sur la question de la langue: quatre inculpés désirent s'exprimer en breton, dénonçant ainsi l'oppression culturelle contre le peuple breton; pour son défenseur Me Choucq: « Grall pense qu'il s'exprime mieux en breton qu'en français », tandis que Ménard « n'a rien à dire en français », de même que Denis Riou. Christian Merer, lui, déclare vouloir s'exprimer en breton sur les faits politiques et en français sur les sévices qu'il a subis au siège de la PJ à Rennes. Puillandre, bretonnant de naissance, se défendra en français « pour défendre son innocence ». Le Moigne, lui, se défendra en français; il lui a fallu attendre que le procès soit entamé pour savoir exactement ce qu'on lui reproche et son défenseur, Me Baloup, dénoncera là « de graves irrégularités ». La défense demandant un interprète pour les accusés qui désirent s'exprimer en breton, après quarante minutes de délibéré, la Cour donne sa décision par la bouche du président Allaër: « Ici, on parle français ». Le mépris est une fois de plus érigé en ligne de conduite par la Cour.

BRUTALITES

La haine et la violence aussi sont là. Devant le refus de la Cour à leur demande d'un interprète, Martial Ménard proteste vivement en breton, et avec lui Jean-Charles Grall et Denis Riou. Le président les fait immédiatement et très brutalement sortir par les gardes mobiles. Le public proteste, ce qui lui vaut une menace d'expulsion. Les avocats menacent de se retirer. Les autres détenus veulent alors quitter le box, le président Allaër les fait maintenir de force. La séance est alors suspendue sur demande de la défense. A la reprise, Grall, Ménard et Jean-Pierre Riou refusent de revenir dans la salle pour la lecture de l'acte d'accusation. Le président ordonne alors qu'ils soient amenés par la force, ce que les gardes mobiles font avec un zèle appuyé. Tout au long de la lecture de l'acte d'accusation qui les concerne, ces trois détenus protestent en breton. Une réplique en breton de Ménard provoque l'hilarité des bretons présents dans le public qui est aussitôt expulsé. Le jeudi et le vendredi, le procès se poursuit par l'étude de la biographie des accusés, en l'absence de Jean-Charles Grall, Martial Ménard et Jean-Pierre Riou restés dans leurs cellules.

LES ACCUSES

Six sont détenus:

Jean-Charles Grall, 25 ans, maçon, déjà condamné cette année à 12 et 5 ans de réclusion criminelle.
Pierre-Yves Le Moigne, 25 ans, étudiant.
Martial Ménard, 29 ans, cuisinier.
Yann Puillandre, 44 ans, agriculteur, déjà condamné en octobre 1979 à 4 ans de prison.
Denis Riou, 21 ans, électricien.
Jean-Pierre Riou, 25 ans, vendeur.

Quatre comparaissent libres:

Pierre Douguet, 24 ans, éducateur.
Alexis Bernard, 27 ans, employé PTT.
Christian Merer, 25 ans, correcteur.
Josette Pochon, 24 ans, hôtesse de préfecture.

DELEGATION DU PCML EN CHINE



Une délégation du Comité central du PCML conduite par Jacques Jurquet, vient de séjourner en Chine. Ici, Jacques Jurquet avec Li Hsien Nien, vice-président du Parti communiste chinois. Notre prochain dossier portera sur ce voyage.



*déclaration de Barre à la CGO et au RPR

17000 mineurs du bassin de Lorraine en grève

Sur la lancée de la lutte victorieuse des mineurs marocains (qui obtenaient le 30 octobre, après 3 semaines de grève, le statut du mineur : voir notre précédente



édition), l'ensemble des mineurs du Bassin de Lorraine est en grève, depuis le 5 novembre. Le mouvement, lancé initialement par les organisations syndicales, s'est consolidé au fil des jours : 80 à 90% des 17 000 mineurs du Bassin suivaient le mot d'ordre des syndicats le 10 novembre. A cette date marquée par une importante manifestation à Freyming-Merlebach, la direction des Houillères refusait toujours l'ouverture de négociations. Les revendications portent sur les salaires dont les mineurs exigent la revalorisation et une grille unique,

de l'échelon 6 à l'échelon 10, pour les trois catégories ouvrières : piqueurs, entretien et préparation, ouvriers de métiers. Il y a actuellement 3 échelles (3 à 9, 5 à 8, et 5 à 9) pour ces trois catégories; encore le passage d'un échelon à un autre est-il conditionné par l'appréciation du chef d'équipe (ou d'un cadre). Et nombreux sont les mineurs qui, après 10 ans au fond, ne gagnent pas les 3 500 francs par mois.

Cette lutte prend d'autant plus de signification qu'elle intervient au lendemain des déclarations de Barre devant le Conseil économique et social, à propos du pouvoir d'achat des travailleurs, l'intention clairement affirmée du Premier ministre étant d'en aggraver la baisse déjà sensible.

Essilor-Reims A travail égal salaire inégal

La discrimination homme-femme que la législation condamne pourtant dans notre pays, vient de se trouver confirmée à Reims le 3 novembre dernier. Ainsi en ont décidé les juges de Reims. Ils avaient à se prononcer sur la plainte de 19 ouvrières d'Essilor (entreprise de verres de lunettes) qui réclamaient le même salaire - pour le même travail - que les travailleurs de la même entreprise établie à Ligny, à une centaine de kilomètres de Reims. C'est à l'occasion de la grève déclenchée par les travailleurs de Ligny en septembre 78, que les ouvrières d'Essilor se sont aperçues de la discrimination dont elles faisaient l'objet. Au cours d'une collecte, les ouvrières de Ligny, venus à Reims pour l'occasion avaient discuté de leurs conditions de travail et de leurs salaires. Surprise! Les ouvrières rémoises apprennent qu'elles travaillent plus et gagnent moins. La réaction est im-

médiante et avec leur syndicat CGT, 19 d'entre elles attaquent en prud'hommes. En vertu de la loi de 72 sur l'égalité des salaires entre hommes et femmes, le tribunal des prud'hommes condamne le 13 février dernier, la direction à verser 332 586 francs aux ouvrières. C'est l'estimation du montant de la discrimination. La direction, elle, argumentant que les deux établissements étaient différents et que l'usine de Ligny, récemment achetée, avait bénéficié des salaires « élevés » de l'ancien établissement. En somme, les deux usines avaient deux histoires différentes et les hommes de Ligny bénéficiaient de ce passé. Quoi de plus logique? Le tribunal de Reims vient de confirmer que cette logique du capitalisme gardait tous ses droits. Il a débouté la plainte des ouvrières et annulé le jugement des prud'hommes. Il y a loin du texte de loi à la pratique...

6 ans après la mort des 42 mineurs Procès de Liévin culpabilités enterrées



Il faudra encore attendre plus de 2 ans pour connaître le jugement dans le procès de Liévin qui se termine. 2 mois après une semaine d'audience et presque 6 ans d'instruction... Peyrefitte regrette-t-il la lenteur de cette procédure-là?

C'était le 27 décembre 74 que 42 mineurs du « six sillons » disparaissaient dans une terrible explosion ressentie jusqu'à 3 km plus loin. 42 morts et le procès devaient déterminer les responsabilités.

Côté partie civile, l'association des veuves et les 3 syndicats des Mines : CGT, CFDT et FO. Sur les bancs des accusés, un seul « responsable », M. Augustin Coquid, chef du siège 19, où s'est produit l'accident. A ses côtés, mais simplement cités devant le tribunal par la CFDT, Max Hecquet, ancien directeur des Houillères et André Lacoste, directeurs des services des mines.

Le juge Pascal, comparissant à la barre des témoins, a rappelé que c'est grâce à lui que ce premier procès sur un accident de la mine se tenait. Le service des mines, n'est-il pas à la fois, dans ce cas, le responsable de la sécurité et l'auteur du rapport qui permettra au juge instructeur de décider s'il faut des suites judiciaires ou pas?

Cette fatalité institutionnalisée de la mort dans les mines, avait pourtant été jugée une fois, déjà, par le tribunal populaire mis en place par Jean-Paul Sartre après les 16 morts à Fourvières en février 70...

POUR ATTEINDRE AU PLUS VITE LES 100.000F SOUSCRIVEZ!

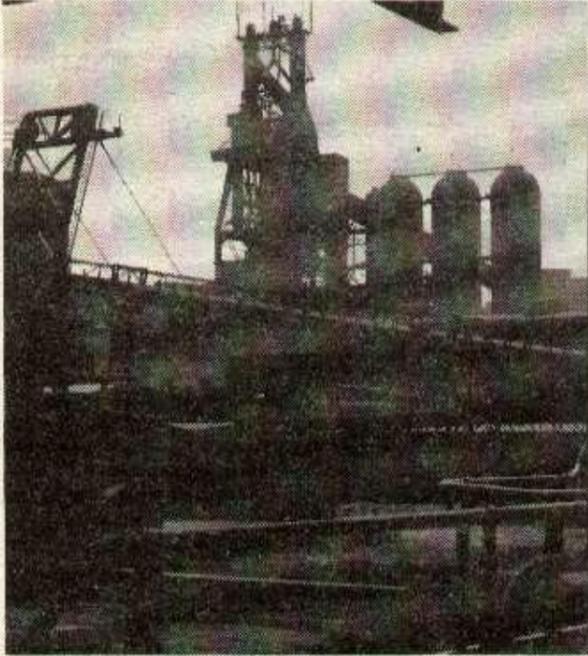
Total précédent		68 787
Suppt à réabt hebdo - L.D.	BURES/YVETTE	60
Suppt à réabt hebdo - B.P.	CHELLES	10
Suppt à réabt hebdo - B.P.	CHELLES	13
Cellule du PCML	RODEZ	200
Sousc. vente porte à porte	MARQUETTE LILLE	22
Cellule du PCML	VENDEE	600
Suppt à réabt hebdo - M.A.	MONTPEL.	60
Suppt à réabt hebdo	MARSEILLE	20
Suppt à réabt collectif	METZ	180
Suppt à réabt hebdo et spécial Congrès	PARIS	10
Souscription - S.M.	CORBEIL	16
Suppt à réabt hebdo - V.J.	MONTPEL.	60
Suppt à réabt hebdo - F.A.	LA FERTE BERNARD	60
Suppt à réabt hebdo - N.D.	PARIS	3
Suppt à réabt hebdo - B.M.	ANGERS	10
Souscription	ORNE	123
CP du PCML E. Varlin	PARIS	500
Suppt à réabt hebdo - C. Ch.	MASSY	60
Cellule du PCML	MARTIGUES	110
Suppt à réabt hebdo - H.M.	LA RAVOIRE	45
Suppt à réabt hebdo - O.P.	PARIS	45
Suppt à réabt hebdo - H.A.	TRAPPES	60
Cellule du PCML	NORMANDIE	102
Suppt à réabt hebdo - A.B.	NIMES	60
Suppt à réabt hebdo - M.V.	INDRE/LOIRE	60
Suppt à réabt hebdo - H.J.Y.	LES MUREAUX	20
Nouveau total au 10/11/1980.....		71 296

ABONNEMENT
 1 mois : 15F Soutien : 25F
 3 mois : 45F Soutien : 90F
 6 mois : 90F Soutien : 150F
Abonnez-vous, abonnez vos amis
S'abonner un moyen pratique pour avoir le journal

Pourquoi garder pour vous ce qui intéresse tout le monde ... FAITES LE 205.51.10

Elections au CE d'Usinor-Dunkerque

MONTEE DE FO-CGC : LA RESPONSABILITE DE LA CGT ET DE LA CFDT



Les élections au CE (Comité d'établissement) ont eu lieu les 22 et 23 octobre à Usinor-Dunkerque. Le résultat peut réjouir le patron : FO, en alliance avec la CGC, est le grand vainqueur. Elle progresse de 10% dans le premier collège (ouvrier) et de presque 20% dans le deuxième (employés, cadres, techniciens). FO-CGC emporte donc 5 sièges. La CGT en garde 4 et la CFDT tombe à 2 (au lieu de 4 en 78), grande perdante de ce scrutin.

Avec un peu plus de 22% dans chacun des 2 collèges, la CFDT devient donc la moins représentative des organisations syndicales dans l'usine.

Qui s'en étonnerait, après l'exclusion de la grande majorité des militants en juin 79, militants reconnus par les travailleurs pour leur combativité?

Déjà aux élections de DP (délégués du personnel), la CFDT a perdu un nombre assez important de voix, mais la dégringolade s'est accélérée, ainsi aux aciéries 1 et 2, où se trouvaient des délégués exclus.

Les militants CFDT restant, plus préoccupés de semer la suspicion que de développer l'action, ne cessent de sortir des tracts contre les exclus passés à la CGT. Quant à la volonté unitaire, n'en parlons pas! Elle n'existe pas beaucoup plus d'ailleurs à la CGT. Les travailleurs en ont assez de ces querelles. Ce n'est pas de ce syndicalisme de chapelle dont les travailleurs ont besoin.

A SON TOUR, LA CGT ELIMINE...

Un autre facteur a pesé lourd dans ces résultats : l'attitude des responsables de l'USUD-CGT (Union des syndicats d'Usinor-Dunkerque). Les listes aux élections ont été proposées démocratiquement, par les syndicats de base, mais, arrivée, la réunion de l'USUD, les listes étaient transformées. Dispa-

raissaient les noms des exclus de la CFDT, entrés à la CGT en septembre 79 : Gardyn, Charlet et Bernard. Claude Bernard, finalement rétabli sur la liste, refusait de jouer le jeu.

Remise en ordre dans la CGT? Toujours est-il qu'une telle attitude, contraire à l'intérêt des travailleurs, a rencontré la désapprobation d'un certain nombre de délégués; et surtout, le retrait de ces délégués connus et reconnus, a désorienté les travailleurs, une fois de plus, et le vote l'a montré.

La CGT qui gagne quelques voix au collège ouvrier (plus 3%) perd son siège du deuxième collège et de ce fait, la majorité au CE.

Pourtant, en faisant l'unité, CGT et CFDT pouvaient barrer la route à FO-CGC, qui jouent la politique patronale. Mais la situation locale entre les deux syndicats est si mauvaise et tellement bien relayée par la division au niveau national qu'on ne pouvait guère espérer cette attitude. La CFDT ne s'était-elle pas déjà entendue avec FO pour avoir telle ou telle commission?

Mais la CGT n'a rien fait contre, en jouant la politique du tout ou rien : ou elle avait le poste de secrétaire du CE, ou elle se retirait totalement.

Au lieu de tirer les leçons, les responsables de l'USUD crient à la victoire. Ces analyses ne sont pas partagées par tous, et les délégués que nous avons rencontrés n'abandonnent pas la partie. Ce sera peut-être un bien, disent-ils, que la CGT aille à nouveau sur le tas, elle devra bien se soucier de la syndicalisation. Et puis, pensent-ils, il faut retrouver un vrai syndicalisme de classe. Comment ne pas être d'accord avec eux. La tâche est ardue, mais c'est la seule voie.

Correspondant
Dunkerque

COUP DE BALAI DANS LA «CHÔMIÈRE» TOURANGELLE

Interview de syndicalistes CFDT de l'ANPE-Tours



Tours, octobre 80. Suite à la grève de l'ANPE des 7 et 8 octobre, nous avons rencontré deux responsables de la section CFDT. Voici leur interview, où —vu le climat actuel— nous les appelons Pierre et Jean.

Les 7 et 8 octobre, l'ANPE était en grève pour la deuxième fois en 15 jours. Voulez-vous nous en rappeler les raisons?

Pierre : la première est que la direction générale veut nous imposer d'ici 1981, un statut catastrophique sur tous les plans : emplois, promotions, salaires... Nous sommes contractuels. La direction refuse toute négociation, à la rigueur des « consultations ». La régression serait énorme.

Jean : exemple : nous avançons de 20 points tous les 2 ans. Ça ne sera plus que tous les 4 ans, soit 3 à 4000 francs de perte par an. Et tout à l'avenant. A travers nous, c'est la fonction publique qu'on attaque. On commence par les contractuels, les plus fragiles et les plus petits (l'ANPE n'emploie que 4000 personnes en France).

P. : la deuxième raison de la grève est à un autre niveau. Les demandeurs d'emploi sont de plus en plus mal reçus. Les directives de la direction générale stipulent que tout demandeur doit passer devant un agent administratif pour remplir son dossier, puis avoir un entretien avec un prospecteur-placier dans les jours suivants.

A Tours, la direction locale oblige les chômeurs à venir s'inscrire par paquets de 20 ou 30, et à remplir seuls leurs dossiers d'inscription. Ensuite, la direction, selon des critères inconnus, en sélectionne seulement 20 à 30% pour rencontrer un prospecteur-placier.

■ Comment s'est déroulée cette grève?

P. : seule, la CFDT appelait, FO ne s'étant pas jointe. Mais les syndiqués FO et les non-syndiqués ont participé unitairement! Plus de 80% du personnel non hiérarchique était dans l'action.

J. : pourtant, il y a déjà eu une journée de grève il y a 15 jours, et plusieurs grévistes sont des femmes élevant seules leurs enfants avec de maigres salaires.

P. : devant la gravité du problème, l'UIS-CFDT de Tours a apporté un bon soutien à notre action. Plus de 50 militants d'autres sections étaient là pour distribuer notre tract et discuter, à nos côtés, avec les chômeurs. L'UIS a également fait une lettre ouverte au préfet sur ce sujet.

■ Comment ont réagi les chômeurs?

J. : les réactions hostiles furent très rares. Les gens se rendaient vite compte que les raisons pour lesquelles ils se plaignaient étaient celles motivant la grève. Beaucoup ont discuté, par petit groupe, avec les militants CFDT, et pour la première fois, des chômeurs nous ont dit : « Nous, nous sommes complètement seuls, pourquoi n'organisez-vous pas une rencontre? »

P. : suite à cette demande, la CFDT, qui ne l'avait pas programmée, a décidé d'organiser une rencontre de chômeurs prochainement.

J. : l'ambiance était très différente des autres grèves. Ecoutez ça : la hiérarchie travaillait. Le chef d'agence trônait au bureau d'accueil. Quelqu'un —non membre de l'ANPE— a été lui décorer discrètement le devant de son bureau avec une superbe affiche « Briseur de grève en chef! » Vous imaginez sa rage quand il l'a vue le soir.

P. : mieux! Des gens qui discutaient avec nous, ont voulu comprendre ce qu'étaient les formulaires informatiques, et ils se sont remis dans la file pour avoir un exemplaire.

■ Il s'agit des imprimés que l'on fait remplir par groupe de 20 ou 30?

P. : oui. Avant, c'était un agent ANPE qui les remplissait en recevant individuellement les demandeurs. Maintenant, ça se fait en groupe. Ils doivent cocher, remplir des cases codifiées pour l'informatique : situation de famille, nationalité, raisons du départ de l'entreprise, etc...

Cela pose de multiples problèmes. (...)

P. : si les codes sont mal remplis, le demandeur peut rester x mois en attente, pour rien, uniquement pour cela.

L'autre jour, un collègue nous a raconté qu'il a reçu un jeune français sortant de

3e normale. Ce jeune s'inscrit pour devenir dessinateur industriel. Il remplit sa fiche comme s'il avait déjà pratiqué, à 16 ans 1/2! Plus loin, il voulait dire qu'il était enfant à charge. 2 fois, il s'est trompé. Alors quand c'est un immigré, ou un jeune sortant de CCPM, sachant à peine lire et écrire... Presque chaque jour, des gens ne peuvent remplir leur fiche pour cela. Selon les statistiques, 10 à 15% de la population pénale ne sait ni lire, ni écrire. Ça se passe de commentaires.

■ Cette auto-inscription a-t-elle pour but d'éviter des embauches d'agents ANPE?

P. : ma réponse sera une citation révélatrice du patron départemental ANPE, lors d'un rencontre avec le bureau de la section CFDT : « Il y a plus de gens inscrits que de gens que l'on peut recevoir ». Cela lui a échappé.

J. : le personnel est insuffisant et on le réduit encore. A Tours, peut-être 20% de postes ont été supprimés depuis 2 ans. Mais en douceur! Mutations, départs en retraites ou ailleurs non remplacés. Des auxiliaires ont été contractualisés, mais pas de nouveaux auxiliaires embauchés. Idem pour les détachés de la direction départementale du travail qui l'ont rejointe. (...)

■ Pouvez-vous nous parler des opérations « pommes » ou « vendanges »?

P. : c'est significatif d'une certaine façon d'appréhender le problème de l'emploi, de se situer par rapport aux demandeurs. Au lieu d'être au service des demandeurs et des employeurs « offrant » du travail, nous avons l'impression de servir une « opération pomme ». Cette opération vise à envoyer le maximum de gens récolter les pommes dans le seul but de faire apparaître un nombre important de « placements » dans nos statistiques. Elle permet d'établir une rentabilité-bidon de l'Agence.

J. : tous les demandeurs d'emploi des petites communes, Fondettes par exemple, sont convoqués le même jour à la même heure, à la mairie. 100 à 150 personnes se présentent. 2 ou 3 les reçoivent : « Vous êtes en bonne santé? Vous avez un moyen de transport? Bien. Vous aller ramasser des pommes à Ballan (plusieurs dizaines de kms) ». « —Mais je suis secrétaire. Je n'ai jamais travaillé la terre. Je ne suis pas costaud, je ne tiendrai pas 8 heures par jour. Au rendement, je ne ferai pas même le SMIC. Moins le prix de l'essence pour faire les 66 kms aller-retour! » « Si vous n'y allez pas, vous êtes radiés. Madame, laissez-nous rire avec vos 66 kms. Il y a des gens (il s'agit en fait d'étudiants) qui viennent d'Angleterre pour ramasser les pommes. » Alors? « Un gag? » Non. Véridique et révélateur. (...)

J. : l'objectif étant de dé-

graisser les chiffres. Plus grave encore, c'est qu'ils ne veulent pas tenir compte de la réalité des gens.

P. : ça se retourne contre les demandeurs, contre l'Agence, et même contre les employeurs. C'est con sur toute la ligne. Le seul avantage est statistique : 150 placements de plus à l'actif de l'ANPE.

■ Si l'ANPE en est arrivée là...!

P. : comme le disait récemment la CGT dans un article : « A l'ANPE, les relations humaines avec les chômeurs sont dépréciées au profit des chiffres. Aujourd'hui, à l'ANPE, le social, c'est fini; c'est le commercial qui prédomine. »

J. : un demandeur voulant intéresser l'ANPE aujourd'hui doit répondre à l'annonce suivante : « Recherche jeune loup, nationalité française, bardé de diplômes, 35 ans maximum, 10 ans d'expérience minimum. »

■ Constatez-vous une marginalisation liée au chômage?

P. : oui. Une enquête nationale du Secours catholique montre que ses interventions liées au chômage ne cessent de croître cette année. Elles représentaient 10% de son action générale en avril 1980, 38% en juin, 62% en août, et 71% en septembre!

J. : ça va à une vitesse énorme. Nous sentons une montée, une flambée, une accélération depuis la rentrée de septembre, dans la dureté de la vie des gens, dans leur quotidien. Des gens dans des situations dingues nous arrivent de partout : assistances sociales, DDASS, éducateurs d'ici et là, du Palais (de justice)...

P. : dans le cadre du Pacte pour l'emploi, à l'hôpital de Tours doit débiter bientôt un stage hospitalier de quelques mois, sans prévision d'embauche ultérieure. 15 places environ. Et déjà plus de 200 candidats. Pour être choisi, il faut justifier d'une situation intenable. Une femme disait à son collègue, à propos de ce stage : « Je m'inscris, mais je sais que je ne suis pas prioritaire. Mon mari m'a quitté, mais je n'ai qu'un enfant à charge. »

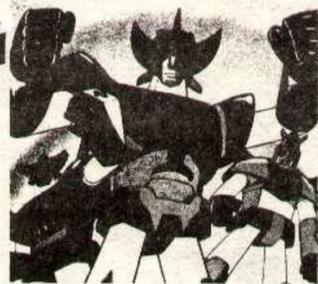
J. : la misère s'accompagne d'une forme de néo-prostitution de subsistance. Elle touche même des adolescents de sexe masculin. Beaucoup de femmes se prostituent pour faire manger les gosses. Tours est très touché. Le chômage est loin d'être étranger à cela.

P. : la réinsertion des détenus (40 000 en France) pose aussi d'énormes problèmes. Bien que l'on sache que le chômage est souvent une des causes principales dans la récurrence. Un point positif pour l'agence de Tours : il y a 2 ans, 4 heures par mois étaient consacrées à ce problème. Aujourd'hui, un agent de l'ANPE s'y consacre à mi-temps en permanence. (...)



Employés des usines Matsushita à Osaka chantant l'hymne de l'entreprise

Tokyo et sa région : 24 millions d'habitants (photo ci-dessous)



JAPON : VOUS AVEZ DIT MIRACLE ?



Ouvriers d'un chantier naval de Nagasaki faisant leur gymnastique matinale sous la direction de leurs contremaîtres

Le métro de Tokyo : 72% des Japonais vivent en ville. (photo ci-dessous)

«La seconde vie...»

Sur les 53 millions de Japonais actifs, 21 millions travaillent dans les grandes sociétés, dans les zaibatsu. Si l'on retire 6 500 000 agriculteurs et 1 600 000 commerçants, si l'on tient compte des autres Japonais qui ne travaillent pas dans l'industrie, il reste environ 18 millions de salariés qui travaillent dans les entreprises sous-traitantes. Le phénomène est très répandu. Exemple : Toyota emploie 282 sous-traitants qui, eux-mêmes, font travailler 25 000 petites entreprises sous-traitantes. L'entreprise automobile déclare un effectif de 45 000 métallurgistes : en réalité, elle en fait travailler directement 250 000. Et toutes les grandes sociétés se comportent de la même façon. Or l'on comprend bien pourquoi les étudiants et les jeunes se livrent à une véritable course pour se faire embaucher dans les grandes entreprises. Là, ils ont la garantie de trouver un bon salaire, la sécurité de l'emploi pour toute leur vie, des avantages sociaux. Bref, ils vont bénéficier d'un statut. Et ils vont tenir un rôle social. En revanche, dans les entreprises sous-traitantes, la garantie de l'emploi n'existe pas, les salaires sont bien plus bas (environ 20 à 30%) et les avantages sociaux sont maigres.

«La composition des salariés employés par les sous-traitants, m'explique un sociologue, ne ressemble pas à celle des grandes entreprises. On y trouve des femmes et des jeunes qui travaillent par intermittence, pour trois mois ou pour six mois, selon la demande. On y trouve aussi des retraités incapables de vivre avec leurs seules pensions.

— Est-ce que l'on travaille vraiment de façon différente chez les sous-traitants ?

— Cela ne peut pas se comparer à la façon dont on travaille dans les grandes entreprises. Même de loin. Les lois sociales y sont rarement appliquées, ou bien elles le sont mal. Les cadences sont beaucoup plus élevées. Sans compter que lorsqu'une grande entreprise est contrainte de ralentir ses activités — cela arrive par ces temps de crise — les entreprises sous-traitantes en font les frais en premier. Alors, elles licencient sans scrupule.

— Cela doit apparaître dans les statistiques du chômage, non ?
— Pas automatiquement. De nombreux salariés japonais ne travaillent que 14 ou 21 heures par semaine. Ils ne sont pas considérés comme demandeurs d'emploi. Si on les comptait, alors il faudrait sans doute doubler les 1 300 000 chômeurs que l'on enregistre actuellement chez nous... Et puis, il y a aussi la sous-traitance que vous ne pourrez jamais voir : celle qui se passe au niveau de la famille. Le père, la mère, les enfants vont travailler, souvent au noir, pour tel constructeur de motos ou pour telle entreprise d'électronique.»

Ainsi, dans l'Empire du Soleil Levant, les premiers «oubliés de la croissance» sont sans doute ces millions de salariés sous-payés, sans statut et sans garantie. Et qui se tuent au travail. Mais hélas, ils ne sont pas les seuls exclus. Que dire aussi des salariés qui travaillent certes dans les grandes entreprises, mais pas à temps plein ? Ils ne sont pas considérés comme salariés «réguliers». Ils travaillent six heures ou sept heures par jour, par exemple. Mais, ce faisant, ils perdent le bénéfice de l'augmentation à l'ancienneté. (...)

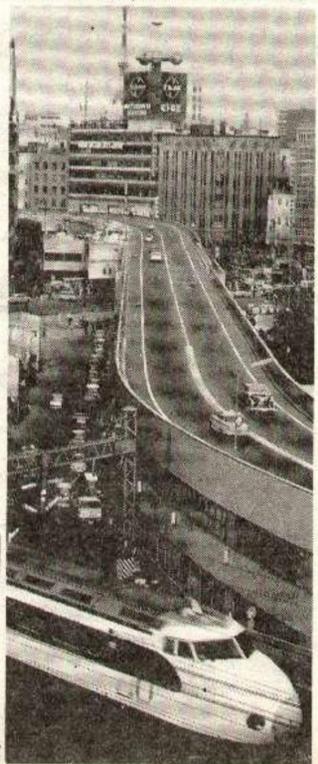
Takehiro Hayu travaille chez un grossiste qui fait le négoce de poissons sur le port de Tokyo. Il a 62 ans. Pendant sa vie active — jusqu'à 57 ans — il était technicien commercial. Retraité, il est devenu aide comptable. Pour sa «seconde vie» il fait des opérations à longueur de journée. Takehiro Hayu est l'exemple type des «oubliés de la croissance».

La «seconde vie», c'est ainsi que les Japonais appellent le travail... après la retraite. Et sans cette «seconde vie», de nombreux retraités n'auraient pas les moyens de subsister. Chaque mois, Takehiro Hayu perçoit 900 francs pour sa retraite. Il habite la grande banlieue de Tokyo et il paye 400 francs pour le loyer de son studio. Le Japon compte 12 millions de personnes âgées : 9 millions ne peuvent subvenir, seuls, à leurs besoins. Et 3 ou 4 millions vivent avec moins que le «minimum vieillesse» français. «Finalement, constate Takehiro Hayu, j'ai réussi ma seconde vie. Je suis heureux comme cela. Lorsque je vois les jeunes contester, je pense qu'ils ont tort, ils risquent de tuer la poule aux œufs d'or...»

La poule aux œufs d'or, pour qui ? Pour vivre, les retraités japonais doivent trouver un autre emploi. Alors, ils acceptent à n'importe quelles conditions. Avec, par exemple, un salaire réduit de moitié pour un travail bien souvent équivalent à leur travail antérieur. C'est aussi la face cachée de la toute puissante machine japonaise. Pourtant, si tout le monde l'accepte, beaucoup commencent à se poser des questions. Il existe huit systèmes d'assurance-vieillesse au Japon et le montant de la pension varie selon l'origine professionnelle. Les fonctionnaires, les chemins, les enseignants arrivent dans le peloton de tête : retraités, ils perçoivent environ 55% de leur salaire.

(extraits de «Les nouveaux syndicalistes» de François Gault)

Tout au long de ces dernières années, le Japon n'a cessé de renforcer ses positions dans la concurrence économique mondiale que se livrent les pays capitalistes. Il occupe la première place mondiale dans de nombreux secteurs économiques. Celui de l'automobile est l'un des plus connus. Avec plus de 10 millions de véhicules produits en 80, le Japon est devenu le numéro 1 mondial. On comprend que le patronat français soit curieux de connaître les secrets de cette réussite et qu'il multiplie les missions d'étude. Dans son livre, Servan-Schreiber explique ainsi les choses en parlant de l'exemple de l'une des usines Toyota : «L'informatisation et ses systèmes, dans les usines Toyota, permettent un rendement de 65 voitures par an et par poste de travail, contre 10 et 11 pour les constructeurs



automobiles américains et européens», «deux cents robots électroniques à l'œuvre, ce n'est que le début du programme au terme duquel Toyota aura installé 720 robots en trois ans», «on compte aujourd'hui environ 60 000 robots au total, dans le monde, installés en usine, comme ceux que nous avons vus chez Toyota. Leur localisation est la suivante : 6 000 robots en Allemagne fédérale, 3 200 aux Etats-Unis, 600 en Suède, 300 en France, 180 en Grande-Bretagne, une centaine, ou moins, dans une demi-douzaine d'autres pays, et 47 000 au Japon.» Ainsi, on explique tout par la robotisation. Sans doute celle-ci joue-t-elle un rôle important en abaissant les coûts, en augmentant les cadences de production, et l'on peut faire confiance au patronat français pour tenter de combler son retard en ce domaine. Mais Servan-Schreiber escamote complètement les conditions de travail et l'exploitation imposée aux ouvriers.

Or, il existe un témoignage à ce sujet, celui de Kamata Satoshi, paru sous le titre *Toyota, l'usine du désespoir*. Certes, il date de 1972-73, et si l'on peut penser que certaines choses ont dû changer en 7 ans, néanmoins on ne peut le passer sous silence si l'on veut trouver les «secrets du miracle japonais». Lorsqu'il a été écrit, Toyota était en effet déjà devenu le second producteur mondial d'automobiles. En 69, le Japon produisait 5 millions de véhicules, en 72 : 10 millions.

Servan-Schreiber donne le Japon en exemple ; il préfigure, dit-il, le type de nouvelle société vers laquelle nous devons aller. Dans son livre, il le décrit sous le beau jour d'une société où tout avance à la force de l'intelligence, où la mise en œuvre de nouvelles techniques inaugure une libération de l'homme. Le Japon réaliserait le passage de la «société industrialisée» à la «société informatisée». «Changement capital, écrit-il, changement révolutionnaire et fécond, déjà en voie de réalisation au Japon ou la société industrielle classique laisse la place à la société informatisée.» Le Japon est en effet en avance dans de nouvelles techniques, en particulier dans le domaine de l'informatique, dont la maîtrise jouera

un rôle important dans la concurrence entre pays capitalistes dans les années à venir. Ce n'est pas un hasard si le thème essentiel des dernières assises du CNPF était la recherche et l'innovation technique.

Mais derrière ce «miracle» et ce nouveau modèle que l'on voudrait donner, il y a des réalités que Servan-Schreiber passe sous silence. Et pourtant, elles sont fondamentales. Celle-ci, par exemple : toute la structure économique japonaise est marquée par l'existence de très grandes différences entre les conditions faites aux travailleurs dans les grandes entreprises et dans les petites. Or, le recours à la sous-traitance est l'une des caractéristiques des grandes entreprises japonaises. Dans *«Japon, troisième grand»*, Robert Guillaud écrit à ce sujet : «Les grandes entreprises reposent généralement sur toute une pyramide de firmes inférieures qui sont leurs sous-traitants... Le travail est souvent fait jusqu'à 60 ou 70% par les petits sous-traitants.» Les salaires y sont beaucoup plus bas, les travailleurs y subissent le choc des licenciements, (d'après *L'Economist* d'août 78, 9% de la population active serait touchée par le chômage), ils ne bénéficieraient pas de toute une série d'avantages sociaux. Par ailleurs, au sein même des grandes entreprises, d'importantes différences existent entre les travailleurs titulaires, qui sont employés à vie, et les autres qui sont temporaires.

Or, tous ces travailleurs, employés dans les entreprises sous-traitantes ou dans les petites entreprises, ces travailleurs temporaires, etc... représentent la large majorité des travailleurs de l'industrie et du commerce japonais. Les Japonais parlent d'ailleurs de la «double structure» de leur économie. Robert Guillaud indiquait que sur 17 millions de travailleurs employés dans l'industrie, les mines et la construction, seulement 6 millions étaient employés dans les grandes entreprises. Il précisait qu'à un salaire de 100 payé dans les grandes sociétés correspondait un salaire de 75 dans les moyennes entreprises et de 50 dans les petites. Dans un récent numéro du *Nouvel Observateur* consacré au «défi japonais», on écrivait que «90% des firmes japonaises sont de petites et moyennes entreprises.

Elles contrôlent 51% de l'industrie de transformation, 54% du commerce de gros, 80% du commerce de détail et 30% des exportations de produits industriels.» En 1978, il y avait 1 200 faillites par mois de petites entreprises.

Le modèle japonais n'est-il pas déjà en train de se réaliser en France ? Le développement du recours à la sous-traitance, la multiplication des emplois hors-statut, l'interim, les emplois sous contrat à durée déterminée, ressemblent étrangement à ce qui se fait en ce domaine au Japon. Aux yeux du patronat, le Japon, outre ses innovations techniques, est le laboratoire de la production avec le moindre coût de main-d'œuvre. N'est-ce pas là le but que poursuit Raymond Barre ?

Pierre BURNAND



L'usine du désespoir

Kamata Satoshi est employé comme ouvrier saisonnier chez Toyota. Dans son journal, à la date du 16 octobre 1972, on lit : «Empruntant un bus de service qui fait la liaison entre les usines, je me rends à l'usine de Takaora. De là, je vais au foyer de cette usine : quinze minutes à pied. Ishioka, un gars de Hiroaki qui s'est présenté avec moi au bureau de la main-d'œuvre, y est arrivé comme saisonnier. Il m'a téléphoné hier au foyer : c'est un paysan qui possède, à vingt minutes de voiture de la maison de ses parents, quelques rizières et un verger et qui allait chaque année travailler chez Honda, mais cette fois-ci il est venu chez Toyota. J'appuie sur la sonnette de sa chambre et il arrive, le visage tiré. Il était de nuit, il vient de se lever et il faisait sa lessive, me dit-il. Ils ont trois pièces pour sept personnes. Ils viennent tous d'arriver de la campagne. La vraie saison des «dékaségi» (saisonniers) vient de commencer. On va discuter au réfectoire. Son travail comprend trois opérations : boulonner la porte et la malle arrière et fixer une petite lampe sur le modèle Corolla, le tout en 58 secondes. Ça fait donc une production de une voiture toutes les 58 secondes. Il me dit que, hier soir, à l'intérieur du foyer il y a eu plusieurs annonces pour venir chercher des télégrammes venant d'un peu partout. Et il ajoute, en rigolant, lui, le vétéran, paysan et saisonnier : «Le travail est tellement dur que les gars se font télégraphier de leur campagne pour pouvoir s'enfuir !» 22 décembre : la production d'hier était de 510 boîtes à vitesse. Aujourd'hui, ça devait être pareil. Sans qu'on s'en rende compte la production journalière est passée à 785, 140 de plus que lorsque je suis arrivé. Cependant personne ne sait jusqu'à quelle heure on va nous faire travailler tel jour, ni combien de boîtes il faut assembler. On nous fait construire les boîtes tel que c'est indiqué par la bande magnétique de la salle de contrôle : cette bande signale ce qui sera utilisé par la chaîne d'assemblage général le lendemain et ce n'est que lorsque cette part de travail est effectué, accomplie, que sonne pour nous l'heure de la fin du boulot.»

(Extraits de «Toyota, l'usine du désespoir» Editions ouvrières)

Diviser pour régner

La firme Asahi Glass, du groupe Mitsubishi, exploite à Funabashi (dans la banlieue Est de Tokyo) une usine où l'on fabrique des tubes de télévision. Dans cette usine travaillent environ 2 500 personnes. Ce personnel se décompose ainsi : 194 cadres, administratifs et techniciens ; 1 200 ouvriers réguliers ; 400 ouvriers temporaires et environ 700 ouvriers «externes».

Cadres et ouvriers réguliers, personnel «interne» (shantai), jouissent de ces particularités bien connues de l'entreprise japonaise : emploi à vie, salaire à l'ancienneté, bonus et diverses prestations de caractère paternaliste.

Les ouvriers temporaires sont recrutés directement par Asahi Glass, et pour cette raison ils sont également «internes». Leur contrat est renouvelé automatiquement de 3 en 3 mois. Tout temporaire qu'ils soient statutairement, ils peuvent être anciens dans l'entreprise : Kamata estime qu'au moins les deux tiers d'entre eux ont plus de deux ans d'ancienneté, et que plus du dixième en ont plus de dix ans (jusqu'à quinze ans dans certains cas). Il s'agit donc d'ouvriers assignés à perpétuité au temporel. Leur salaire nominal, au début supérieur à celui des réguliers, devient inférieur dès la quatrième année d'ancienneté. Les bonus et prestations qu'ils reçoivent sont nettement plus minces. Les temporaires sont, en outre, subdivisés en deux catégories, les uns étant dits «à terme» et les autres «saisonniers». A des variations dans les termes du contrat s'ajoutent là des différences de traitement : les premiers ont un salaire nominal plus élevé, mais des primes plus réduites.

Les «externes» sont des ouvriers qui, tout en travaillant dans la même usine, ne dépendent pas du même employeur. Ils sont recrutés et payés par des sous-traitants de la maison-mère. Dans le cas étudié par Kamata, environ le cinquième de ces externes sont fournis par la firme Nishimura Glass, qui présente l'originalité de ne posséder en propre aucune installation et aucune machine : elle se borne à assurer, avec ses ouvriers, certains postes de la chaîne de fabrication dans l'usine de la maison-mère. Nishimura Glass compte 6 cadres, 38 ouvriers réguliers, 81 ouvriers «migrants» et 3 temporaires. Les dits migrants sont, dans leur majorité, des agriculteurs qui viennent travailler à la ville pendant la morte-saison.

Certes, le cas d'Asahi Glass n'est pas une moyenne ; il illustre néanmoins la hiérarchisation qui permet au capitalisme japonais de réduire le coût social des travailleurs : à la fois divisés (entre eux) et intégrés (par toute une gamme d'employeurs), ceux-ci peuvent difficilement s'organiser en tant que tels, quand bien même leur conscience de classe serait aussi nette que celle des ouvriers européens.

(Extraits d'un article d'A. Berque paru dans *Economie et politique* du Japon contemporain, sept 1978)

VECU

le cardan qui coince

L'autre jour, je suis tombée en arrêt devant une affiche. Une affiche publicitaire ordinaire, pourtant. Elle disait : « Cet objet vous empêche de mal tourner ». L'objet en question était là, dessiné avec précision, c'était un cardan. Rien de plus banal dans la foule agressive des spots publicitaires. Mais ce qui attirait mon attention, c'était le grand fourreau de plastique noir qui entoure l'axe d'acier...

Ces beaux fourreaux, je les ai fabriqués. Une ouvrière, un ouvrier, ont rarement l'occasion de voir le résultat de leur travail. Ils fabriquent des pièces, des éléments d'un ensemble, et presque jamais ils ne voient l'ensemble terminé.



Sans doute que l'inverse étonnerait aussi : de voir comment sont fabriqués tous les petits morceaux de fer, de caoutchouc ou de plastique qui sortent de nos usines. On imagine mal, par exemple, derrière ce cardan, parfaitement au point, combien il y a de fatigue et de colère.

Dans notre atelier de production plastique d'une filiale Renault, c'était toujours avec une certaine mauvaise humeur qu'on voyait sortir le moule du parc. Les techniciens qui l'avaient mis au point avaient prévu qu'il produirait huit fourreaux à la fois et sa taille est assez imposante, suffisamment pour qu'on le monte sur une des plus grosses presses de l'atelier.

Le plastique, ça se moule très vite, nous y sommes habitués : il faut quelques secondes, dix, quinze pour fabriquer une rondelle. Trente à quarante pour mouler un encadrement de tableau de bord...

Pour nos fourreaux, il faut à peu près vingt secondes. La presse s'ouvre, crache ses huit tubes encore brûlants, se referme avec fracas et hop, vingt secondes après, on recommence. A la réception, le travail consiste à vérifier qu'il n'y a pas de défauts sur la gorge, à ranger les pièces dans un grand carton, à mettre à part les « carottes » qui sont pour l'occasion comme de grosses araignées noires... Ce plastique là sera rebroyé et mélangé avec de la matière vierge.

Ça c'est le travail tel qu'il est indiqué sur la fiche technique. Chronos en mains, calculs sur le papier, le poste de travail n'a rien d'exceptionnel. Juste un petit détail pas prévu par la technique : la plupart du temps, le moule est monté sur une presse allemande, construite pour travailler avec un tapis roulant. Quand on fait venir la presse, mais pas le tapis roulant, on imagine le résultat ! Les pièces ne tombent pas dans une goulotte, mais directement sur le sol.

Le poste est vite devenu une sorte de sanction antidéléguée, anti-« mauvaise tête », qui finissait sa journée le dos rompu de s'être baissée plus de cent fois l'heure...

Pour la maîtrise, rien d'étonnant, et même rien de pénible. On devrait garder notre sourire et notre calme. Nous sommes des femmes après tout, habituées à travailler. Allons-nous nous plaindre quand nous sommes à quatre pattes en train de récurer le parquet ? On ne peut même pas obtenir de faire une demi-journée sur la machine, c'est trop compliqué d'organiser une rotation. Jusqu'au jour où on s'est mises d'accord pour aller au bout de deux heures, au bureau, ronder nos gants... et notre tablier !

PRATIQUE

Quelques adresses pour les handicapés

TRAVAIL DES HANDICAPES

La loi, intitulée loi d'orientation en faveur des personnes handicapées, du 30 juin 1975 fixe les modalités de travail des handicapés.

Les articles L.323.29 et R.323.59 du code du travail leur garantissent certains emplois protégés. Il s'agit d'un travail du secteur ordinaire de la production, d'un emploi léger pour « un travailleur handicapé qui ne peut travailler à un rythme normal » ; ces emplois peuvent se trouver soit dans la production agricole, industrielle, commerciale ou artisanale. Chaque année, fin mars, les entreprises de plus de 10 salariés doivent déclarer au préfet le nombre d'emplois disponibles pour les handicapés, la COTOREP (commission technique d'orientation et du reclassement professionnel) les recense, elle dispose d'un délai de 15 jours pour les occuper, au-delà de cette limite, les employeurs retrouvent « leur liberté d'embauche ».

Les principes de rémunération sont fixés par l'article D.323.13 et par les modalités d'application de la loi d'orientation. D'une part les employeurs sont autorisés à pratiquer un abattement de 20% sur les salaires des handicapés, d'autre part un seuil minimum de leur salaire est fixé, il ne peut être inférieur à 50% du SMIC (tout compris même les avantages en nature et les primes). Des modalités d'application de la loi de 75 précisent qu'un complément de rémunération peut être versé aux travailleurs handicapés, il ne peut pas être supérieur à 30% du SMIC, donc en fait la rémunération globale du travailleur handicapé dans le cadre des emplois protégés ne dépasse pas 80% du SMIC.

Ci-après quelques adresses pouvant vous donner des renseignements pour

vous aider dans votre recherche d'un emploi :

Association des paralysés de France (APF) : 17 Bd Auguste Blanqui, 75013, Tel : 580 82 40

Ligue pour l'adaptation du diminué physique du travail : 185 bis rue Ordener, 75018, Tel : 264 59 99

Groupements interprofessionnels régionaux pour la promotion de l'emploi des handicapés : 27 rue du général Foy, 75008, Tel : 522 25 12

Fédération des associations gestionnaires d'établissements de réadaptation pour les handicapés : 22 rue Balard, 75015

La BUCEM, bibliothèque universitaire centrale des étudiants malades, destinée particulièrement aux handicapés : 12 rue Boileau dans le XVIIe arrondissement. Tel : 525 26 54

Le GIAA, groupement des intellectuels aveugles ou ambyopes : 5 Av. Lesueur dans le VIIe arrondissement. Tel : 566 07 07, propose l'enregistrement de livres techniques ou spécialisés.

Enfin, seule l'Université de Toulouse III offre aux infirmes moteurs des photocopies gratuites et aux handicapés visuels des transcriptions en braille des cours.

LOGEMENT DES HANDICAPES

Dans toutes les cités universitaires, sauf à Reims, il y a un contingent de chambres aménagées pour les handicapés. Pour se renseigner s'adresser au CROUS et au CIO. L'ONISEP a dressé dans sa revue « Réadaptation » N° 232 de juillet-août 76, une liste de foyers de jeunes travailleurs. Vous pouvez vous adresser également à l'Association pour le logement des grands infirmes : 16 rue Hanelin dans le XVIIe arrondissement. Tel : 704 33 00

Dans la partie « travail des handicapés », nous avons fait référence à la loi d'orientation en faveur des handicapés. Cette législation est particulièrement rétrograde, le CACHALO (collectif d'action et de coordination des handicapés pour l'abrogation de la loi d'orientation) la conteste. Ce collectif regroupe le MDH (mouvement de défense des handicapés) : 4 rue du Dr. Tuffier, 75013 Paris. Tel : 588 54 06 ; le CLH (comité de lutte des handicapés) : 175 rue du Fb St Antoine, 75011 Paris.

Nathalie VILLOTIERS

AVEC LE PARTI

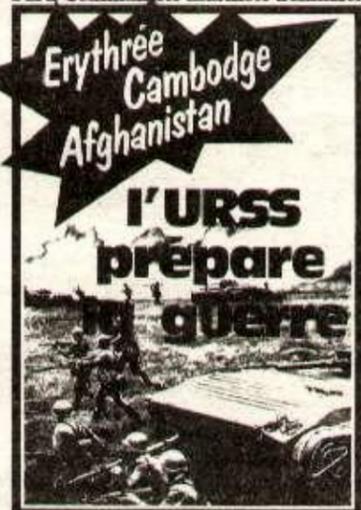
Oui, elles vont partir comme des petits pains les quatre nouvelles affiches que vient d'éditer le PCML.

diffusées par paires (Défendons nos libertés et L'Humanité rouge d'une part. Du travail pour tous et L'URSS prépare la guerre d'autre part).

Les commandes doivent être faites sans attendre.

Sur tout votre courrier, notez bien notre adresse postale complète :
HUMANITE ROUGE
BP201 75926
PARIS CEDEX 19
Sur vos chèques bancaires ou postaux indiquer simplement HUMANITE ROUGE
Sans n° de CCP, ni n° de compte bancaire
L'administration de l'H.R.

Parti Communiste Marxiste-Léniniste



L'HUMANITE ROUGE (hebdomadaire) organe central du PCML. Novembre 80. BP 201 - 75926 - Paris Cedex 19 - Tel. 205.51.10

Parti Communiste Marxiste-Léniniste



L'HUMANITE ROUGE (hebdomadaire) organe central du PCML. Novembre 80. BP 201 - 75926 - Paris Cedex 19 - Tel. 205.51.10

Parti Communiste Marxiste-Léniniste



L'HUMANITE ROUGE (hebdomadaire) organe central du PCML. Novembre 80. BP 201 - 75926 - Paris Cedex 19 - Tel. 205.51.10

Parti Communiste Marxiste-Léniniste



L'HUMANITE ROUGE (hebdomadaire) organe central du PCML. Novembre 80. BP 201 - 75926 - Paris Cedex 19 - Tel. 205.51.10

LA VIE EN BLEU

La vie en bleu, voyage en culture ouvrière, ou plutôt voyage sur la planète ouvrière. Et c'est bien une planète nouvelle dans la République des Lettres que vient d'explorer Jacques Frémontier. Une planète dont les titres de noblesse sont : OS, OQ, P1, P3, manoeuvre, métal, soudeuse, gantière, docker, mineur, ajusteur. Dur à porter les titres!

Muni d'un magnétophone et d'une 4L (verte) l'auteur a ramené 133 entretiens qui nous reviennent du monde du silence. De chez ceux qu'on n'a pas habitués à s'exprimer, à qui on ne donne jamais la parole. Du docker de Dunkerque au maçon de l'Estaque, du carrier de Huelgoat au sidérurgiste de Villerupt, en passant par l'ouvrière de l'usine de robinets d'Ermont.

Le menu est très varié, voire même contradictoire, en tout cas très riche. Un bon décapant qui malmené bien des idées reçues à propos de la classe ouvrière et des ouvriers, notamment celle d'une classe qui s'avancerait en rangs serrés, comme un seul homme, regard clair, poing levé à l'assaut du capital. Difficile aussi fermant ce livre de parler d'une classe ouvrière gagnée par l'embourgeoisement!

Il va de soi que le point de vue de l'auteur n'est pas le notre. Ce dernier, énarque qui a fait son bout de che-

min avec le PCF entre 68 et 78 (entre autre comme rédacteur en chef d'« Action » journal du PCF en direction des entreprises) semble vouloir exorciser ses vieux démons idéologiques. Le choix et le commentaire qu'il fait de ses entretiens, le révèlent préoccupé par la description d'une classe ouvrière plus adaptée à produire des discours d'autoconsolation ou des conduites de sublimation, qu'à s'unir pour lutter. Avec une telle classe ouvrière finis « les lendemains qui chantent » et adieu la révolution!

Voyage dans le règne de la nécessité, aurait-on pu intituler ce livre. Comme si dès le berceau de mauvaises fées avaient rogné les ailes des hommes bleus.

Civilisation des loisirs, vous avez dit civilisation des loisirs? Inconnue sur la planète ouvrière. Sortir? Quand on fait de 65 à 72 heures par semaine...

Ils sont en bleu, les enfants aussi seront en bleu. Puisqu'ils n'ont pas une grosse...

Les vacances : sur les 133 interviewés, 34 ne partent jamais, rivés par le boulet des traites du pavillon, ou de la salle à manger. 34 sur 133 pour une enquête effectuée entre 75 et 76, époque où le chômage et le coût de la vie étaient plus faibles.

Le sport : Richard, OS chez Peugeot a dû arrêter la gymnastique, pour continuer il aurait dû se conten-



ter de 3 heures de sommeil. Appoline, OS qui faisait il y a 4 ans un cross quotidien avoue n'avoir plus de souffle.

Même la morale est un produit de la nécessité et des contraintes. Sylvain, 45 ans, P1 soudeur chez Peugeot à Sochaux, comparant la fidélité respectueuse des bourgeois et des ouvriers, après avoir dit que les ouvriers étaient plus fidèles, il modère son affirmation : « Du reste, ils ont moins le temps de courir l'aventure. Il y a tellement d'ouvriers qui sont tellement fatigués qu'ils n'ont même pas le temps d'y penser. »

« Le cinéma, c'est rare qu'on y aille. Peut-être une fois par an. » Les cinés y'en a pas dans les quartiers ouvriers, c'est cher, c'est loin et il faut faire garder les gosses.

« On n'a pas tellement le temps de bouquiner (...) J'ai déjà du mal à me farcir les lectures du parti, alors... » Pourtant la soif de savoir, on la sent incommensurable. En témoignent ces encyclopédies pompeusement alignées derrière la vitrine du séjour... Le Larousse encyclopédique côtoie la Sélection du Reader's digest, mais aussi l'histoire de la Révolution française, celle de la deuxième guerre mondiale et de la Commune. Voilà pour le côté vitrine, sur la table c'est le règne de Dracula, Jacula et San-Antonio. Edmond, P1 aciériste

de Villerupt confesse qu'avec la fatigue des 3x8, il ne peut lire que SAS, King Canyon ou Hugh.

L'avenir on le voit en noir sur la planète bleue. Il s'appelle trop souvent maladie, accident ou chômage...

Mais l'exploitation ne tient pas lieu pour autant de conscience. Bien souvent, on essaie de se consoler, on se raconte des histoires pour tenter de se convaincre qu'on est bien là où on est, à sa place. L'école grande machine à déclasser, à culpabiliser, y est pour quelque chose : « Ça a toujours été comme ça, je pense que ça sera toujours comme ça. » se tète pour être des intellectuels. »

« J'avais une tête un peu dure » explique Richard, 23 ans, soudeur chez Peugeot. Mais ce n'est pas que la chance qui décide du destin « Les enfants d'ouvriers n'ont pas le droit de poursuivre des études... »

La fille de Marcelle voulait devenir Petit Rat de l'Opéra, elle se retrouve au SMIC, les mains dans l'eau glacée d'une conserverie, 50 heures par semaine. On se convainc que « de toute façon, il y aura toujours quelqu'un au-dessus de nous, on ne pourra jamais atteindre le plafond. » Et quelquefois ça va même jusqu'au « je suis syndiqué, mais pas militant. Déjà je n'ai pas les capacités intellectuelles »...



« On sait très bien que quand on fait une pièce, il nous donne tant que parfois il récupère le double! », « Le patron vient de s'acheter un château, c'est avec notre fric tout ça! (...) c'est atroce le fric qui nous passe entre les mains et qu'on ne voit jamais après!... » L'exploitation, ils connaissent. Pourtant, ils aiment leur travail.

Ainsi Charlotte, 30 ans, OS dans l'électronique : « Moi, je dis : je fais ma qualité, et la quantité on verra après, (...) je préfère avoir des explications, avec le directeur et leur dire je m'en fous, la qualité d'abord. » « Monter des locomotives à bord des bateaux, il faut quand même les mettre. C'est calé au millimètre. » Joseph K..., 48 ans, docker de Dunkerque.

Déroutante cette incursion dans la planète bleue qui nous révèle une classe ouvrière très diverse? Des ouvriers qu'on ne peut presser et intégrer de force dans un moule, faite d'éléments aussi disparates que l'habit d'Arlequin. Une classe faite du mineur fils de mineur jusqu'à la troisième génération, du sidérurgiste lorrain d'origine polonaise qui se retrouve mûté à Fos, du travailleur algérien des Aurès, mais aussi du paysan du Massif-central qu'on retrouve chez Michelin, du petit commerçant ruiné qu'on retrouve chez Peugeot. Un « prolétariat qui se recrute dans toutes les

classes de la population ».

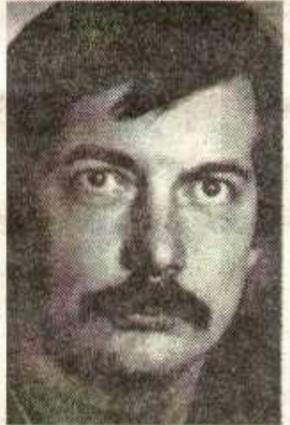
Classe dominée, dans la mesure où elle est soumise non seulement à l'exploitation impitoyable de la bourgeoisie, mais aussi dans la mesure où elle est soumise aux conceptions et aux raisonnements de la classe qui détient le pouvoir et s'approprie toutes les richesses produites. Alors? Mouchardage, racisme, résignation se serait donc ça la planète bleue? Sans un parti révolutionnaire qui lui redonne confiance, l'organise et la dirige pour la lutte, la classe ouvrière reste divisée par la concurrence et la rivalité entre salariés : « Les individus isolés ne forment une classe que pour autant qu'ils doivent mener une lutte commune contre une autre classe; pour le reste, ils se retrouvent ennemis dans la concurrence. »

Si la lecture de La vie en bleu peut réactualiser le constat (*) formulé il y a 134 ans par Marx-Engels, alors à son insu Frémontier aura aidé à éduquer plus de révolutionnaires et moins de rêveurs.

Léon CLADEL

(*) L'idéologie allemande (p 114). Marx-Engels, Ed Sociales.

La vie en bleu (Ed Fayard est en vente à la librairie Les Herbes sauvages : 70 rue de Belleville. 75020 Paris



...TELE RENDEZ-VOUS...TELE RENDEZ-VOUS...!

Lundi 17 novembre - A2 - 21h40
GAMIN (LOS LARGOS)

Ils dorment sur le pavé, leur famille, c'est la « Gallada », la bande; pour manger, ils font la manche ou dérobent les passants, ce sont les gamins de Bogota en Colombie. Los chinchés, les petits, nous les avons vus la semaine dernière. Los largos, ce sont les plus grands, pour eux pas de problème d'orientation scolaire. Quelques uns pratiquent le vol à la tire, les rapaneros. Les autres, la plupart d'entre eux, deviennent cartoneros, ils se regroupent autour des dépôts d'ordures et font dans la récupération du carton pour des sociétés mixtes américano-colombiennes.

« Je suis partie, on me battait, alors j'ai trainé » raconte Olga, devenue prostituée à l'âge de 12 ans. Pour les filles, c'est la prostitution qui les attend, la prostitution : trottoir-hôpital-prison.

Dernière image du film : une grande manifestation syndicale, toute bannières déployées traverse Bogota aux cris de : « El pueblo unido jamás será vencido! » (Le peuple uni ne sera jamais vaincu). Une note d'espoir.

Samedi 22 novembre - A2 - 20h30
LE VOL D'ICARE

Imaginez que un personnage de roman s'évade du manuscrit que noircit laborieusement un écrivain à la mode. Imaginez que Galabru, détective privé, soit chargé de traquer le personnage en cavale, que d'autres héros se fassent eux aussi la valise en douce. Ajoutez à cela les calembours de Raymond Queneau et son humour très particulier. Tournez le tout, laissez mijoter et vous aurez un téléfilm très marrant, événement qui vaut d'être souligné, en même temps qu'une caricature

très bien sentie des écrivains de salons et de l'« Inspiration ».

Mardi 18 novembre - TF1 - 20h30
CONFLITS : LES FORCES NUCLEAIRES FRANÇAISES

« Tout ça n'est pas bon », « il se prépare quelque chose », « Moi, je vous dis qu'il y aura une guerre » entend-on dire de plus en plus fréquemment ici et là. Que se passerait-il en cas de conflit en Europe, au niveau de la défense militaire française? Tel est le thème de l'émission programmée ce mardi à une heure de grande écoute. Voilà le scénario de la dissuasion, un des scénarios plutôt en cas d'agression soit de forces conventionnelles (blindés, troupes aéroportées), soit de force nucléaire de la part d'un ennemi éventuel. Point positif, le scénario est basé sur une attaque venant de l'Est. Voilà qui concerne la 1ère armée avec ses 27 divisions blindées, 2 divisions d'infanterie et les 5 régiments de missiles Pluton qui comptent 30 rampes de lancement à une portée de 120 km, avec des engins plus puissants que la bombe d'Hiroshima. Ces unités sont, notamment celles basées en Allemagne de l'Ouest, en disponibilité opérationnelles permanentes; elles peuvent prendre la mesure d'agression venant de l'Est, afin d'informer le chef de l'Etat. La décision d'emploi des missiles Pluton intervient au moment où le 1er échelon de l'ennemi dépasse notre 1er échelon. La 1ère armée a plusieurs missions, soit employer d'emblée l'arme nucléaire, soit se préparer à engager les forces nucléaires, soit engager d'abord les forces classiques de façon défensive ou offensive. L'arme nucléaire tactique peut être utilisée comme un avertissement avant l'emploi de l'arme nucléaire stratégique. Une émission in-

teressante à plus d'un titre : par les informations qu'elle apporte sur la nature des forces nucléaires françaises (missiles du plateau d'Albion, Mirage IV, sous-marins, Pluton), par les explications qu'elle donne de la stratégie militaire française. Stratégie entièrement basée sur la dissuasion et sur la non bataille, stratégie dont le pivot est le président de la République qui lui seul détient le code qui permet de déclencher une riposte nucléaire.

Selon ce qui est dit dans l'émission, celui ou ceux qui appliquent la décision, exécutent le code sans même connaître la direction de leur tir! Voilà qui donne une idée de la façon dont le pouvoir entend riposter à une attaque, sans aucune mobilisation de la population. On peut s'interroger et se demander si cette force nucléaire qui détermine toute la stratégie française ne risque pas d'être une nouvelle « ligne Maginot », cette défense invincible et imparable que les Allemands en 1940 ont tout bonnement contournée?

Jeudi 20 novembre - A2 - 20h45
JEUDI CINEMA : LES JARDINS DES FINZI-CONTINI

1938, Mussolini au pouvoir en Italie, les mesures anti-juives se multiplient. Les Finzi-Contini, vieille famille aristocratique, accueillent dans le parc de leur château les membres de la petite bourgeoisie chassés des clubs de tennis interdits aux Juifs. Intrigue amoureuse autour de Micol Finzi-Contini, mais aussi description de l'extermination systématique des Juifs. En 1943, Giorgio, le narrateur, est le seul survivant du drame. Micol, la princesse, Alberto, son frère, Malnate, jeune marxiste, tous ont disparu. Un film de Vittorio de Sica d'après le roman (collection Folio) de Valerio Zurlini.

DE LA SUITE DANS LES IDEES

« S'ils désirent rentrer chez eux, nous ne les retiendrons pas » déclarait Stoléru le 14 octobre en parlant des mineurs marocains des Houillères de Lorraine, en grève pour obtenir le même statut que les mineurs français. Pour montrer qu'il a de la suite dans les idées, le même Stoléru vient de sévir sur FR3 en licenciant toute l'équipe de l'émission Mosaïque destinée aux travailleurs immigrés et patronnée par son secrétariat d'Etat : prétextes budgétaires. Le nouveau producteur désigné : Jacques Karsenty, ancien conseiller de Stoléru.

SELECTION HERBES SAUVAGES

Sur l'économie : Lénine - 10/18 (solde éditeur) - 6,00 F. Extraits de textes sur l'économie. Important pour comprendre les tous premiers enjeux de l'édification socialiste.

...TELE RENDEZ-VOUS...TELE RENDEZ-VOUS...!

ERYTHREE

UN TOURNANT DANS LA GUERRE

Le peuple érythréen est au premier rang de la lutte contre l'hégémonie russe et pourtant les médias n'en parlent pas, ou si peu. Ces jours-ci, nous avons rencontré Nafi Kurdi, représentant du FPLE en France, pour faire le point sur la situation. Le FPLE et les masses érythréennes s'attendent au déclenchement de la sixième offensive soviéto-éthiopienne.

Pour les masses érythréennes, la situation reste très grave. Depuis l'intervention soviétique, la guerre a pris une autre tournure. Si, ce que le FPLE appelle le « colonialisme éthiopien » a toujours été l'ennemi principal du peuple érythréen, il a néanmoins toujours été soutenu par certaines grandes puissances. Hier, c'était l'impérialisme américain (avec l'aide des sionistes israéliens), aujourd'hui relayé par le social-impérialisme russe (et certains pays qui lui sont soumis). Il est clair que si l'URSS est intervenue directement (depuis 1978) ce n'est pas par hasard. C'est en fonction de toute une stratégie, car c'est la première fois qu'elle l'a fait directement contre le mouvement de libération. Il faut donc que l'enjeu en vaille la chandelle. Ceci d'autant plus que dans les années 47-50, l'URSS — alors socialiste — soutenait fermement le droit à l'indépendance de l'Erythrée (comme pour la Somalie et le Soudan).

Pour les forces anti-impérialistes, la présence de l'URSS sur le terrain (avec ses officiers, ses conseillers militaires et son armement) a semé beaucoup de confusion. Comment, un pays qui

se prétend socialiste, peut-il diriger une guerre contre un peuple qui lutte pour son indépendance? Le socialisme et la guerre impérialiste sont deux choses incompatibles.

Or, l'URSS a fourni 1,7 milliard de dollars en armes ultra-modernes à l'Éthiopie et la dictateur éthiopien Mengistu est revenu ces jours-ci d'un voyage à Moscou avec de nouvelles promesses « d'aide ». C'est l'URSS qui lui a fourni les produits chimiques pour bombarder les populations érythréennes. Les bombes au napalm, au phosphore, à billes... comme ensuite aux Vietnamiens pour soutenir leur guerre d'agression contre le Cambodge. Là, comme en Afghanistan, le social-impérialisme russe pousse au génocide pour arriver à ses fins.

Le FPLE insiste pour dire qu'il ne s'agit pas d'une guerre contre le peuple éthiopien, qu'à de multiples reprises le peuple érythréen apporte son soutien aux forces populaires qui luttent en Éthiopie (au Tigray par exemple). Il dénonce les ingérences dans les affaires d'un autre peuple et considère que la seule voie de libération est de rester soi-même, c'est-à-dire absolument indépendant des deux superpuissances. Le peuple érythréen a d'ailleurs le soutien quasi-total des pays arabes, d'un certain nombre de pays africains. Il y a une tendance croissante en sa faveur. C'est la lutte qui gêne certaines forces qui voudraient jouer le rôle de gendarme dans la région, elle apporte une contribution pour écraser l'impérialisme.

lisme. Pour cela, le peuple consent de grands sacrifices et cela concerne tout le monde. Aussi, le FPLE se demande pourquoi certains pays socialistes observent le silence alors qu'ils ne lui sont pas hostiles.

Le FPLE se définit comme un vaste mouvement de masse. Il a aussi cette particularité que la participation des femmes dépasse — en proportion — tout ce qu'on a pu voir jusqu'à présent dans un mouvement de libération. Il a également réussi la libération des villes avant l'indépendance.

Il estime être en mesure d'infliger des défaites à l'ennemi, après le repli stratégique qu'il avait effectué lors de la cinquième offensive soviéto-éthiopienne pour préserver intactes les forces de résistance. Et, à son avis, la sixième offensive qui se prépare sera un tournant dans la guerre.

Dans sa guerre de libération, le peuple érythréen a besoin du soutien de tous, politique bien sûr, mais aussi matériel (couvertures, tentes, lait en poudre). Heureusement, dans les pays européens (Italie, Portugal, Espagne, Scandinavie, France) il a de nombreux amis. En France, le Comité de soutien à la lutte de libération du peuple érythréen contribue à cette aide. Outre les collectes sur des marchés, l'information par tracts, il a pour projet la réalisation d'un hôpital de campagne. Notre solidarité avec le peuple érythréen doit être pleine et entière et aller en se renforçant.

Claude LEBRUN

* CSLPE : BP 240 07, 75007 Paris.

GREVE DE LA FAIM
DES REPUBLICAINS IRLANDAIS
EMPRISONNES

Le 3 novembre, se tenait à Brest une conférence de presse sur la grève de la faim menée par les prisonniers républicains en Irlande du nord pour obtenir le statut politique.

Voici le témoignage présenté à cette occasion par Maureen Gibson, détenue pendant 3 ans dans une prison pour femmes :

« Depuis le 5 février 1980, les femmes emprisonnées à Armagh sont obligées de vivre comme des animaux. Le soir du 5 février, après s'être rassemblées pour le repas, elles sont entourées par une cinquantaine de gardiens (hommes). Ceci afin de permettre une fouille générale de la prison. Les gardiens frappent les prisonnières, les poussant et les enfermant dans une salle. Là, elles sont fouillées puis ramenées une par une dans les cellules. Le lendemain, elles ont droit à une heure de promenade. Au retour, elles constatent que les portes des toilettes sont condamnées; il leur reste pour leurs besoins seulement leurs pots de chambre dans les cellules. Comme il leur est impossible de vider ces pots de chambre dans les toilettes, elles les vidant par les fenêtres. C'est ce qui déclenche la « grève de l'hygiène » à la prison d'Armagh. Elles sont constamment en butte aux brutalités des gardiens et des gardiennes. Malgré tout cela, les prisonnières gardent le moral mais de plus en plus de pressions sont exercées sur elles. Au retour des visites, elles sont étendues nues sur une table, maintenues par 6 gardiennes et soumises à une fouille in-

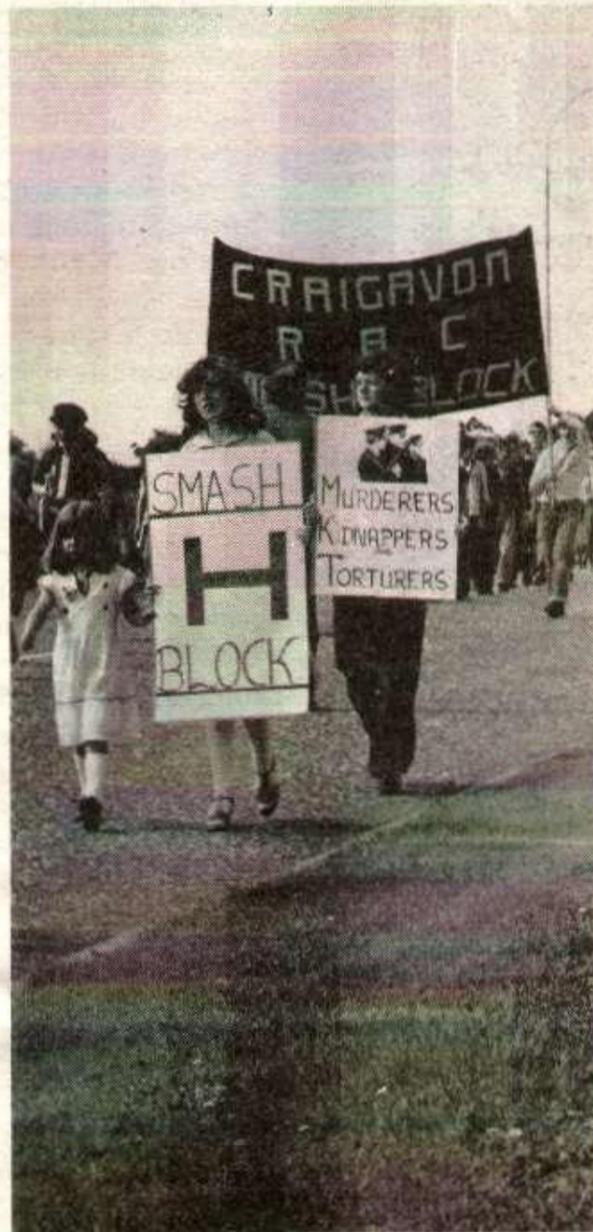


Photo Jean-Yves CLOT

time, tout cela sous les yeux des gardiens hommes. Le médecin de la prison leur refuse tout traitement tant qu'elles continueront leur mouvement de protestation. Leur condition physique se dégrade de jour en jour.



Claude LIRIA

DES BATEAUX DE GUERRE RUSSES
PRES DE LA THAÏLANDE

Un porte-avions et trois autres bâtiments de guerre soviétiques ont croisé dans les eaux du golfe de Siam, à proximité de la Thaïlande. Fait d'autant plus significatif qu'il a lieu juste après la visite du premier ministre thaïlandais en Chine.

Les autorités thaïlandaises analysent ce déploiement de navires militaires soviétiques comme une manifestation de force en vue d'influencer la politique de la Thaïlande.

BOMBES AU NAPALM ISRAËLIENNES
AU SUD-LIBAN

Selon l'agence d'information Wafa, une vingtaine d'avions israéliens ont utilisé des bombes au phosphore et au napalm contre des villages et des camps de réfugiés palestiniens au sud du Liban.

LE DIRIGEANT
DU PARTI COMMUNISTE ESPAGNOL
EN CHINE

Le secrétaire général du Parti communiste espagnol, Santiago Carillo, est actuellement en visite en Chine populaire.

Après le PCI, le PCE est le second parti ouest-européen à renouer les relations avec le Parti communiste chinois, interrompues au début des années 60 au moment de la rupture sino-soviétique.

Une certaine indépendance adoptée tant par le PCE que par le PCI à l'égard de Moscou est à l'origine du rétablissement des relations avec le PCC.

MUTINERIES
AU SEIN DE L'ARMÉE VIETNAMIENNE
D'OCCUPATION
AU CAMBODGE

La grogne commence à gagner les soldats de l'armée vietnamienne d'occupation au Cambodge. Plusieurs mutineries ont éclaté dernièrement, opposant des hommes de troupe à leurs supérieurs.

Le 27 octobre, des soldats vietnamiens ont affiché et distribué des tracts dans la province de Koh Kong, à l'ouest du Cambodge, où ils protestaient contre les arrestations et les tortures infligées par des officiers à des déserteurs.

Les tracts réclamaient aussi l'application de la résolution votée majoritairement par l'ONU : « Les Nations-Unies ont adopté une résolution appelant à la fin de la guer-

re au Cambodge. Nous voulons rentrer chez nous ».

Le 26 octobre, dans la ville de Pursat (centre), des tracts déclaraient : « La résolution de l'ONU doit être appliquée, la guerre du Cambodge doit être arrêtée immédiatement et les troupes doivent rentrer chez elles ». Le lendemain, de nombreux soldats venus du sud du Vietnam ont été arrêtés sur ordre d'officiers nord-vietnamiens.

Par ailleurs, les journaux thaïlandais ont annoncé qu'une manifestation forte de 7 000 Cambodgiens s'est déroulée le 28 octobre dans la ville de Siem Reap, occupée par les Vietnamiens, pour protester contre la répression. D'importants renforts de troupe ont été dépêchés sur les lieux pour disperser les manifestants. C'est la première fois qu'on signale une activité aussi massive de la population cambodgienne dans une ville.

KHOMEINY
FAIT LIBERER GHOTBZADEH

Suite à l'intervention personnelle de Khomeiny, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Gotbzadeh, a été relâché.

Il avait été arrêté suite à ses déclarations concernant la censure à la radio-télévision iranienne. De son côté, le président Bani Sadr a déclaré qu'il ne parlerait plus à la radio-télévision et qu'il craignait l'instauration d'une censure complète.

On sait que les deux hommes sont favorables à un règlement rapide de la question

des otages et ont toujours dénoncé, sur le plan international, les tentatives de domination des deux superpuissances, aussi bien l'URSS que les USA.

DES ENFANTS NOIRS
EMPRISONNES EN AFRIQUE DU SUD

Le Congrès pan-africain d'Azanie, le PAC, mouvement de libération clandestin d'Afrique du sud, a dénoncé dans un document la détention depuis trois mois dans une prison du Cap, de 5 enfants, dont plusieurs jeunes filles de 14 et 15 ans.

Les jeunes emprisonnés habitaient le bidonville de Cross Roads, dans la banlieue du Cap, sur lequel on a pu voir un reportage bouleversant à Antenne 2 ce lundi.

UN MINISTRE FRANÇAIS
ACCUEILLI
PAR LA DICTATURE DE COREE DU SUD

Tandis que la condamnation à mort du dirigeant sud-coréen de l'opposition, Kim Dae Jung, a été confirmée par le Cour d'appel militaire, le gouvernement français a sans vergogne envoyé à Séoul son ministre du Commerce extérieur, Cointat.

Cointat était accompagné du directeur général de Framatome : il ne fallait surtout pas louper la vente de deux centrales nucléaires françaises à la Corée du sud. Tant pis pour Kim Dae Jung; la France n'aura pas élevé la moindre protestation officielle contre sa condamnation.

REAGAN LES REACTIONS

De la satisfaction à l'inquiétude



Carter ou Reagan : l'élection d'un républicain à la Maison blanche après le passage d'un démocrate peut-elle changer le cours de l'histoire ?

Puissance ou déclin d'une nation : ce n'est pas la volonté d'un seul homme qui peut en décider. Souvenons-nous que Nixon le faucon, celui-là même qui décida d'éteindre la guerre du Vietnam au Cambodge voisin en 1970 au nom de la lutte contre la « contagion du communisme », fut aussi celui que la lutte des peuples du Sud-est asiatique contraignit à signer la paix, marquant ainsi la défaite historique de l'impérialisme américain. Sûr que Nixon aurait préféré gagner la guerre, mais, comme dirait Mao Tsetoung, « la fleur se fâne et l'on n'y peut rien ».

Pour en revenir à l'actuel président américain, c'est un peu dans la même situation qu'il se trouve.

D'un côté, une volonté déclarée et intempestive d'en revenir à une Amérique de papa, de l'autre, une réalité mondiale qui se chargera de le remettre au pas. Encore faut-il être prudent : avant que les faits ne viennent lui rappeler leur brutale existence, Reagan aura le temps d'appliquer certaines de ses orientations.

Voilà qui explique les réactions d'enthousiasme, de prudence ou d'hostilité qui ont suivi, de par le monde, son élection.

Claude LIRIA



Les dictatures d'Amérique latine auront les coudées plus franches

C'est sans doute auprès des dictatures militaires d'Amérique latine que l'élection de Reagan a suscité le plus d'enthousiasme.

L'Argentine, le Chili, l'Uruguay, le Paraguay, la Bolivie et le Guatemala saluent le départ de Carter. Le gouvernement du Guatemala a exprimé son espoir que l'élection de Reagan « mettra un terme aux malentendus avec l'administration américaine ».

Quels que furent les méandres et les motivations profondes — politiques et économiques — de la politique de Carter dite des Droits de l'homme (cf à ce sujet notre dossier récent sur les élections américaines), cette orientation avait indirectement encouragé le processus de démocratisation en Amérique latine.

En déclarant au cours de sa première conférence de presse qu'il n'est pas bon de « tourner le dos à des pays amis à cause de quelques désaccords sur quelques aspects des droits de l'homme », le président Reagan entend en revenir à une politique plus traditionnelle. Il s'est ainsi élevé contre la signature par Carter du Traité de Panama, qui prévoit la restitution du Canal aux autorités panaméennes d'ici l'an 2000, il s'est opposé à toute aide économique au Nicaragua, il propose que Porto-Rico fasse partie des USA comme 51

Etat et qu'une alliance politique et économique unisse les USA, le Canada et le Mexique. Le dénominateur commun de cette politique qui consiste à nier la lutte des peuples du Tiers Monde pour leur indépendance et la démocratie, est basé sur la thèse simpliste selon laquelle le Tiers Monde n'est qu'un instrument de l'URSS : tout ce qu'il entreprend est donc à combattre.

Mais le Tiers Monde a son mot à dire : c'est ce que le président du Mexique a implicitement répondu à Reagan en déclarant que l'Amérique centrale « est majeure et capable de déterminer elle-même ses options politiques ».

Moscou espère tirer les marrons du feu

A Moscou, l'élection de Reagan n'est pas forcément considérée comme plus négative que celle de Carter, dans le cadre de la rivalité impérialiste qui oppose les deux superpuissances.

D'abord, parce que si Reagan s'est prononcé fermement contre la supériorité militaire soviétique, les dirigeants du Kremlin n'oublient pas pour autant que c'est bel et bien Carter qui a décidé l'embargo sur les céréales à destination de l'URSS après l'invasion de l'Afghanistan, ainsi que l'ajournement des Accords Salt II. Le premier commentateur de l'agence Tass après la victoire de Reagan déclarait d'ailleurs : « En votant contre Carter, les électeurs américains se sont pronon-

cés contre l'orientation anti-soviétique d'une politique étrangère dominée par l'intensification de la course aux armements et l'abandon des principes de la détente ».

Ensuite, à Moscou, on espère bien tirer profit de l'hostilité déclarée de Reagan à l'égard des peuples du Tiers Monde, une occasion inespérée au Kremlin de ressortir la panoplie un peu abîmée de « l'URSS, alliée naturelle des peuples du monde dans leur lutte contre l'impérialisme ».

Proche Orient l'inquiétude

Au Proche-Orient, les réactions à l'élection de Reagan sont mitigées.

Pour l'ensemble des pays arabes sauf l'Egypte, les Accords de Camp David signés sous l'administration Carter sont globalement négatifs. Mais chacun se demande si l'élection de Reagan ne va pas encore accroître l'intransigence et les prétentions annexionnistes d'Israël. Reagan s'est montré réservé par rapport à Camp David, qualifié d'ambigu (entendez par là : pas assez favorable à Israël). Il a soutenu la décision de l'Etat sioniste de faire de Jérusalem sa « capitale éternelle ». Il a soutenu l'implantation de nouvelles colonies israéliennes dans les territoires occupés de Cisjordanie. Il a estimé que la question palestinienne n'était qu'un problème de « réfugiés », tout juste bons à être regroupés en Jordanie et que l'Organisation de libération de la Palestine n'était qu'un ramassis de « terroristes ». Dans ces conditions, on comprend l'inquiétude des pays arabes. Même

l'OLP, qui pourtant n'attendait pas grand chose de Carter, a fait savoir par la bouche de son porte-parole que l'élection de Reagan représente « une victoire pour Israël à qui Reagan a fait de grandes promesses politiques, militaires et matérielles (...). Le candidat républicain nous a traités de terroristes, est hostile à l'autodétermination du peuple palestinien et il soutient les idées expansionnistes d'Israël ».

Inquiétude aussi en Egypte où l'on se demande si l'arrivée de Reagan à la Maison

blanche ne va pas mettre un terme au processus de Camp David. En effet, les déclarations de Reagan à l'égard de ce pays arabe n'étaient pas particulièrement tendres. Début septembre, ne déclarait-il pas : « Dans toute la région, nous continuons à hésiter, essayant de ménager la chèvre et le chou. Nous faisons confiance à l'Egypte qui est un allié occasionnel et nous ne nous rendons pas compte qu'après l'Iran du Shah, le seul pays vraiment de notre bord est Israël ? Israël qui, elle, n'est pas mécontente de ce qui arrive ».

Chine attendre et voir

La réaction chinoise à l'élection de Reagan aura été marquée par la prudence. A Pékin, on attend de voir si le nouveau président réitérera ses propos hostiles à la Chine populaire et favorables à un rétablissement des relations officielles avec Taïwan. En tout cas, les autorités chinoises ont pris les devants en déclarant par la bouche d'un porte-parole : « Nous espérons et nous nous attendons que la nouvelle administration américaine adhère aux principes du communiqué de Shanghai et du communiqué portant établissement des relations diplomatiques entre la Chine et les Etats-Unis ». Le communiqué de Shanghai, signé par l'administration républicaine de Nixon, reconnaît que Taïwan « fait partie de la Chine ».

Le porte-parole chinois a également tenu à rappeler que le rétablissement des relations sino-américaines était le fruit « des efforts conjugués des deux principaux partis » des USA. Reagan oserait-il revenir sur la politique antérieure de son propre parti ?

Enfin, si les déclarations de fermeté à l'égard de l'URSS peuvent être appréciées positivement à Pékin, la Chine n'aimerait sans doute pas n'être considérée que comme une simple monnaie d'échange entre les USA et l'URSS ; de même, le franc mépris de Reagan pour les pays du Tiers Monde peut-il être analysé à Pékin comme un obstacle à la réalisation du front uni antihégémonique, dirigé contre l'URSS.

Prés d'un américain sur deux n'a pas voté

Si l'ampleur de la victoire de Reagan a été abondamment commentée par les différents moyens d'informations, il est un chiffre qui fut relativement passé sous silence : celui des abstentions.

Avec seulement 52,9% de participation électorale, l'Amérique a connu cette année le record des abstentions jamais atteint depuis 32 ans.

Depuis 16 ans, la participation électorale n'a cessé de diminuer : 61,8% en 1964, 60,9% en 1968, 55,4% en 1972 et 54,4% en 1976.

La victoire du parti républicain (51% des suffrages en 1980 contre 48% en 1976) s'accompagne d'un recul encore plus net du parti démocrate (42% en 1980 contre 51% en 1976). Et pour cette raison, on peut en effet parler d'un « virage à droite » d'une partie de l'électorat américain, celle-là même qui souhaite le retour à une « Amérique forte et respectée ». Mais cet aspect des choses ne doit pas faire oublier une autre composante, toute aussi significative : la progression importante des abstentions, plus 1,5% par rapport à 1976.

On sait aussi que ces abstentions ne sont pas le fait des sectes religieuses d'extrême-droite, traditionnellement abstentionnistes, mais qui, cette année, ont au contraire appelé à voter Reagan. Elles viennent plutôt des couches sociales les plus défavorisées, les pauvres, les Noirs, les latino-américains, ceux-là qui, lorsqu'ils votent, votent démocrate. Cette année, ils ont été plus nombreux à refuser de voter sous prétexte que Reagan est plus réactionnaire : n'est-ce pas le signe d'un rejet plus radical du système politique américain basé sur la formule : à quelle sauce veux-tu être mangé ?



Sur notre Révolution

Nous avons reçu ces derniers jours plus d'une centaine de remarques d'ensemble ou sur tel ou tel point du projet de programme du parti. Peu à peu se dessinent des remarques, critiques, suggestions ou désaccords sur tel ou tel aspect de notre politique.

Un point a recueilli des critiques assez nombreuses. C'est le point 19 du chapitre 1 (cf encadré), déjà épinglé par les camarades de Paris lors de leur réunion de synthèse (cf HR 1223).

Voici quelques remarques et critiques :

« Il faut développer ce passage de façon à mieux contrer les idées bourgeoises sur la révolution qui passent assez bien parmi les travailleurs. »

(Une cellule de banlieue)

« Il faut expliquer, par quelques phrases, l'inanité des thèses révisionnistes et réformistes : le « grignotage » des pouvoirs locaux est un leurre dans notre système hypercentralisé. »

De la même façon, les « contre-pouvoirs » (lesquels ?), s'ils ne veulent pas se heurter violemment au pouvoir central d'Etat, sont réduits à l'isolement et à l'impuissance. Quant aux 51%... il nous suffira d'évoquer le bipartisme des pays d'Europe occidentale, et l'acceptation par ces partis de l'alternance au pouvoir... »

(Comité de Parti banlieue-sud)

« Ce paragraphe nous semble à revoir. Plutôt que d'être négatif, il faut dire que l'on peut adopter différentes formes de lutte selon la période, du moment qu'elles unissent les différentes

classes contre le capitalisme. »
(Cellule de banlieue parisienne)

« D'accord pour dire que la révolution socialiste « gonfle et mûrit de l'accumulation des forces... ». Mais il faudrait ajouter que c'est l'accumulation des luttes quotidiennes grandes et petites que mènent la classe ouvrière et le peuple contre les exploitateurs qui prépare la révolution. Rappeler que nous ne sommes pas dans une période révolutionnaire actuellement. (Pourquoi ?). Faire un développement sur la nécessité aujourd'hui d'accumuler les forces. Préparer aujourd'hui la révolution, c'est mener à bien la période d'accumulation des forces révolutionnaires. »

(Un camarade)

Oralement, des camarades d'un Comité de Parti ont indiqué que « nos critiques à d'autres thèses formulées dans ce point 19 étaient simplistes. N'y a-t-il pas des contre-pouvoirs qui existent peu à peu ? »

Afin de préciser ce que nous entendons par « notre révolution » dans ce projet, nous publions des extraits d'un document du Comité central de juillet dernier. Dans le texte définitif du programme, sans nul doute faudra-t-il améliorer sensiblement la rédaction du point 19 et préciser le fameux « Le capital arrive au bout de son rouleau », formule certainement rapide et ambiguë, qui laisserait croire qu'il n'y a qu'à attendre ce jour heureux !

Pour autant, n'escamotons pas non plus la discussion esquissée par l'allusion aux « contre-pouvoirs ». Sans doute recevrons-nous d'autres contributions et point de vue sur ce sujet ?

Sur notre révolution

Dans le développement des sociétés humaines, au capitalisme succède le socialisme. Dans la France impérialiste de 1980 où la bourgeoisie domine depuis bientôt deux siècles, où la socialisation de la production manifestée par l'extension de la grande industrie, par la domination des monopoles capitalistes et la puissance sans précédent du ca-

pital financier, constitue la base matérielle de l'édification du socialisme, seules la révolution prolétarienne et l'instauration du socialisme sont susceptibles de résoudre les contradictions inscrites au cœur même du système économique et politique capitaliste, notamment la contradiction de fond qui y oppose la bourgeoisie au prolétariat.

Notre révolution et la révolution mondiale

Cette loi vaut pour les autres vieux pays capitalistes. Et pourtant, aucun d'entre eux n'a connu une révolution prolétarienne victorieuse ni une seule expérience durable d'instauration du socialisme.

C'est que l'accomplissement de la révolution prolétarienne en France se situe à l'époque de l'impérialisme dont la chaîne n'a

pas été rompue dans les vieux pays occidentaux; c'est qu'elle s'inscrit dans le cadre de la révolution prolétarienne mondiale engagée avec Octobre 1917. Celle-ci est constituée de trois composantes : l'édification du socialisme dans les pays socialistes, les révolutions démocratiques et nationales en cours dans les pays du Tiers Monde et la pa-

ralisation de la révolution prolétarienne dans les métropoles impérialistes. Les peuples du Tiers Monde constituent la force motrice, la force principale de la révolution mondiale, par la liquidation de l'impérialisme.

Parce que nous définissons ainsi notre révolution, sur la base de l'analyse du monde contemporain, de sa disposition en trois forces distinctes et liées entre elles, notre programme se distingue foncièrement de différentes thèses qui sont :

- la vieille thèse trotskyste du « grand embrasement » qui récuse tout caractère révolutionnaire aux mouvements anti-impérialistes et antiféodaux du Tiers Monde, qui nie la possibilité d'édifier le socialisme en un seul pays et indique que la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour en tout lieu ;

Passage pacifique ou non ?

Notre programme stratégique, c'est l'instauration d'une France socialiste, indépendante et solidaire du Tiers Monde. Cette instauration nécessite la révolution prolétarienne.

Celle-ci s'inscrit en faux contre la réalisation d'une quelconque étape intermédiaire, d'une « démocratie avancée » ou une de ses variantes, qui « ne serait plus du capitalisme sans être encore du socialisme », selon ses instigateurs du XXII^e Congrès du PCF.

Elle n'est pas non plus « une extension de la démocratie jusqu'au socialisme » sur la base d'un développement avancé des forces productives, nouvelles mouture révisionniste du XXIII^e Congrès.

Le problème de notre révolution, comme celui de toutes, c'est celui du pouvoir.

Le pouvoir doit être arraché aux capitalistes; leurs instruments de pouvoir, leur Etat, leur armée, leur police, leur justice, leur appareil de propagande doivent être brisés. A cette condition seulement pourra se construire le pouvoir du prolétariat et de l'immense majorité du peuple.

Or, les capitalistes n'ont jamais abandonné le pouvoir de leur plein gré : aussi les thèses de « grignotage » des pouvoirs locaux et régionaux, celles des conquêtes de position par la majorité électorale sont-elles autant de « voies au socialisme » qui

- la thèse des « deux camps » qui « comme seul moteur révolutionnaire le renforcement du « camp socialiste » et qui désigne dans le fait comme « révolutionnaires » les mouvements alignés sur la politique du social-impérialisme russe ;

- la thèse dite de la « périphérie » qui, en retenant exclusivement la qualité transformatrice au Tiers Monde, refuse à la classe ouvrière des pays impérialistes toute capacité de mener la révolution contre l'impérialisme de son propre pays.

Ainsi, si nous savons la révolution prolétarienne inéluctable dans notre pays, nous savons aussi que son accomplissement est étroitement lié aux autres composantes de la révolution mondiale et objectivement soutenu par les mouvements révolutionnaires du Tiers Monde et par l'édification des pays socialistes.

conduisent au maintien du capitalisme ou, dans certaines conditions, à un bain de sang comme au Chili en 1973.

Les communistes souhaiteraient que le passage au socialisme soit pacifique; ils ne l'excluent pas a priori et par principe : ils ne sont pas pour la violence par goût de la violence. Dans des conditions historiques données, avec un rapport de forces favorables, à l'issue d'une guerre impérialiste ou de libération nationale où le prolétariat armé a joué un rôle dominant, peut-être le passage pacifique pourrait-il être emprunté? Force est de constater qu'il n'y a pas de précédent historique en la matière, que la violence est le fait de la bourgeoisie elle-même, « militarisée » à outrance au stade impérialiste et que les thèses de « passage pacifique » ont toujours conduit le prolétariat à l'impasse et à l'échec.

Aussi, dans la période de préparation de la révolution prolétarienne faut-il éduquer le prolétariat et le peuple quant à l'affrontement inévitable avec la bourgeoisie, quant à la nature de son Etat capitaliste, quant aux capacités de riposte et d'attaque de la bourgeoisie et faut-il combattre toutes les illusions électoralistes et d'avancée progressive et sans à-coups au socialisme, tout en évitant de montrer le visage de « casseur » à tout crin, à tout propos et hors de propos.

LE POINT 19

Aussi la révolution socialiste dans notre pays ne saurait-elle être ni le « grand soir » conspiratif de « casseurs » modernes embrasant la planète ni le grignotage sans à-coups de pouvoir locaux, ni la conquête progressive de contre-pouvoirs, ni l'avancée royale par les 51% électoraux. Elle gonfle et mûrit de l'accumulation des forces prolétariennes et populaires et explose alors que la capital arrive au bout de son rouleau.

La révolution prolétarienne n'est sans nul doute pas pour demain dans notre pays.

Il ne suffit pas que les forces productives soient développées ni que la socialisation de la production soit avancée pour que la révolution prolétarienne intervienne.

Il faut une situation révolutionnaire dans laquelle les classes dirigeantes comme les classes opprimées et exploitées ne peuvent plus vivre comme auparavant; il faut que le prolétariat ait accumulé suffisamment de forces et soit organisé afin de mener des assauts décisifs. Telles sont les lois tirées des expériences passées.

L'impérialisme français, sorti affaibli de la seconde guerre mondiale, sérieusement touché par les luttes de libération nationale contre son « grand empire », s'efforce de consolider ses positions dans la concurrence internationale, de tenir face aux pressions et main-mise des superpuissances, par une restructuration de ses moyens de production et une offensive tout azimut contre la classe ouvrière et le peuple de notre pays. Il n'est pas au bout du rouleau néanmoins et joue encore adroitement des mécanismes de collaboration de classes avec lesquels il a corrompu certains chefs ouvriers et populaires.

Dans notre pays, le mouvement ouvrier révolutionnaire, quant à lui, a subi des coups; du fait du déferlement du courant idéologique réformiste et révisionniste en ses rangs, de la trahison des dirigeants soviétiques et du PCF, de la division accrue de la classe ouvrière, il se trouve au stade de l'accumulation des forces et de la réorganisation de ses rangs.

Dans notre pays, il n'y a pas pour le moment de situation révolutionnaire; la prise du pouvoir n'est pas imminente.

Cette dernière remarque doit diriger l'ensemble de la stratégie et des tactiques révolutionnaires.

D'une part, dans ses luttes contre le capital monopoliste, pour la défense des libertés, pour l'amélioration de ses conditions de vie, contre la guerre impérialiste et pour la défense de la paix, le prolétariat devra mener une bataille prolongée où les modes de combat ouverts, pacifiques, légaux, où la lutte parlementaire et l'action de masse joueront sans nul doute une place importante, tout en ne négligeant pas les autres formes de combat, clandestine, illégale et armée.

D'autre part, dans ces luttes quotidiennes, il s'éduquera et préparera la révolution sur le plan idéologique, politique et de l'organisation.

le programme, l'action et l'organisation du parti communiste, en ces conditions historiques, doivent répondre à cette double exigence.

-2- Quelle unité ?

LE CONTENU DE L'UNITÉ



A propos du livre de Henri Krasucki «Syndicats et unité»

Dans le numéro précédent, nous avons commencé à participer au débat proposé par Henri Krasucki. Nous continuons ici sur la question du contenu de l'unité.

Quel changement ?

« Les problèmes de l'unité, s'ils se posent de manière précise pour les problèmes de la défense des intérêts les plus urgents des travailleurs, se posent aussi, compte tenu des conditions de la lutte, pour le changement. » précise Henri Krasucki au début du chapitre consacré à « l'union pour le changement » (p 191). Et il pose les questions : « Quel changement ? Pourquoi n'y est-on pas encore parvenu ? Comment s'y prendre mieux ? »

Les réponses d'Henri Krasucki tiennent en quelques lignes : « Pour changer, il faut toucher à l'essentiel. Au capital, à la propriété des grands moyens de production et d'échange, aux privilèges, au pouvoir de décision, à l'état de sujétion du plus grand nombre. » (p 202). « Pour changer la façon de vivre, de travailler, pour accomplir ces transformations, il faut instaurer un nouveau type de rapports dans la société, donner aux gens le droit et les moyens d'être partie prenante dans les décisions, à l'entreprise et dans la cité, et cela s'appelle gestion démocratique, autogestion, socialisme démocratique. » (p 203)

Pour y parvenir, Henri Krasucki propose : « Le rassemblement de forces sociales doit évidemment trouver son expression politique dans l'union de la gauche en vue d'un véritable changement. » (p 196). Mais il ajoute : « Nous avons connu trois grandes expériences d'union : 1936, la libération, le programme commun. » (p 205). « Pourquoi ont-elles échoué ? Pourquoi l'union n'a-t-elle pas tenu le coup ? » (p 206). La réponse essentielle à ces questions c'est « la forte propension permanente, dans les profondeurs, à s'en remettre aux ententes de sommet et à céder aux illusions. » (p 208). Dès lors, il faut amener « la masse des travailleurs et aussi des militants à s'interroger sur eux-mêmes, sur leurs propres responsabilités. » (p 209). Mais qui donc a entretenu les illusions des travailleurs et des militants, en particulier sur le programme commun qui allait permettre de tout régler, sur les dirigeants du parti socialiste ? Les dirigeants du PCF portent une lourde responsabilité qu'Henri Krasucki cherche à éluder.

Mais plus généralement, Henri Krasucki ne propose aucune perspective concrète pour déboucher sur le changement, sauf à « dire les choses comme elles sont » (p 209) et à « renforcer la CGT dans tous les domaines » (p 213), ce qui conduit, de plus en plus fréquemment, à multiplier les appels

aux militants CFDT pour qu'ils rejoignent la CGT. On en trouve d'ailleurs une expression dans le livre d'Henri Krasucki quand il insiste sur la place des travailleurs chrétiens dans la CGT. Mais que devient le problème de l'unité, de l'unité d'action dans tout cela ? Et sur quel contenu ?

Contre l'abandon national ?

Tout au long de son livre, Henri Krasucki met au premier plan la question de « l'abandon national que représente la démolition de tant de secteurs de l'industrie et de l'activité économique » (p 114). Citons, en particulier, « la politique délibérée de démission nationale. On renonce au développement industriel du pays, on renonce au potentiel existant au profit du renforcement des positions de l'industrie ouest-allemande. » (p 118). « La classe dirigeante ferme les hauts-fourneaux, les aciéries, organise le déclin de la machine-outil, de la construction navale, de la téléphonie et d'autres branches fondamentales. » (p 138). Il insiste sur « la bataille pour l'acier français » (p 141), « Le démantèlement de la sidérurgie française » (p 143), la lutte contre « les naufrageurs de l'acier français » (p 145).

Est-ce bien là l'enjeu de la lutte de classe ? Ce serait oublier que les monopoles français et leurs dirigeants mènent, dans de nombreux secteurs, une politique active, offensive, de redéploiement, de développement des exportations, d'exportations de capitaux. Fixer comme cible aux luttes « productions françaises », ce serait inventer une communauté d'intérêts entre capitalistes et travailleurs face à la concurrence internationale ; ce serait tourner le dos à la solidarité entre travailleurs des différents pays, ce serait se laisser entraîner dans la guerre économique que se livrent les capitalistes entre eux pour la conquête des marchés. Pourtant Henri Krasucki écrit, à juste titre : « Les travailleurs ouest-européens ont besoin de s'épauler pour défendre leur pouvoir d'achat, s'opposer à la concurrence que l'on veut établir entre eux d'un pays à l'autre, lutter contre le chômage, conquérir des droits nouveaux. » (p 162). Alors pourquoi avoir fait de la défense de l'acier français le mot d'ordre central de la lutte contre les licenciements dans la sidérurgie ? D'autant que dans ce cas particulier l'acier français ne se porte pas si mal : alors qu'en 1976 la France importait plus d'acier qu'elle n'en exportait, c'est depuis l'inverse. Pour les 8 premiers mois de 1980, les expor-

tations sont supérieures de plus de 25% aux importations !

Sans tenir compte des faits, Henri Krasucki veut imposer à la CGT de reprendre la ligne des dirigeants du PCF, ce qui se retrouve dans les positions qu'il défend sur la questions de l'impérialisme.

Quelle lutte contre l'impérialisme ?

Henri Krasucki consacre un chapitre à la « dimension internationale » : « La lutte de classe se déroule dans chaque pays et elle se déroule aussi à l'échelle internationale. Les deux dimensions existent et s'influencent réciproquement » (p 146) « Nous vivons en un siècle de fantastiques bouleversements politiques, économiques, sociaux et culturels » (p 147).

Henri Krasucki insiste sur le « recul constant et accéléré » de l'impérialisme américain, sur ce fait qu'« il ne peut plus dicter sa loi au monde entier » (p 150). Et il prend comme exemples l'Iran, le Zimbabwe, le Nicaragua. Mais c'est pour ajouter qu'il y a « renforcement de l'atlantisme », « recherche de la tension internationale, relance éperdue de la course aux armements les plus redoutables » (p 153)

Quelle appréciation Henri Krasucki porte-t-il sur l'URSS ? La réponse est précise : « La CGT a de longue date salué le tournant de l'histoire qu'a constitué la révolution d'Octobre, l'édification d'une société socialiste en URSS, puis de sociétés socialistes dans de nombreux pays. Elle a soutenu leurs combats, apprécié leurs grandes conquêtes, leurs réalisations et le rôle immense que ces pays jouent pour le maintien de la paix, l'appui qu'ils apportent au mouvement ouvrier et aux forces de progrès dans le monde. C'est pourquoi on ne nous trouvera jamais du côté de ceux qui dénigrent les pays socialistes » (p 236 - C'est nous qui soulignons). Que fait Henri Krasucki de l'invasion de l'Afghanistan et de la répression sauvage de tout un peuple qui résiste, de l'agression sauvage contre l'Erythrée, de l'occupation du Cambodge, de l'intervention en Tchécoslovaquie, hier condamnée ? Que fait-il de l'utilisation par l'URSS de plus de 50 bases en Afrique, en Asie, en Amérique latine ? Comment justifie-t-il que l'URSS se livre à une course effrénée aux armements pour acquérir la suprématie mondiale ?

La question de la lutte contre les deux superpuissances impérialistes, USA et URSS, contre la montée de la guerre qu'entraîne leur rivalité pour l'hégémonie mondiale est éludée au profit d'un soutien précis à l'URSS : « Le rap-

port des forces mondiales évolue au détriment de l'impérialisme et à l'avantage des forces sociales et progressistes » (p 149).

Henri Krasucki en conclut : « Dans ce monde en mouvement où le rapport des forces évolue en faveur des forces de progrès et de la paix, la classe ouvrière a des atouts majeurs » (p 164). Autrement dit, la situation devient favorable de par l'offensive hégémoniste soviétique. Ce qui revient à vouloir inscrire la stratégie et la tactique de la CGT dans la mouvance d'une des deux superpuissances impérialistes.

Henri Krasucki justifie, dès lors, le maintien de la CGT à la FSM « avec qui nous avons tant en commun », et rejette le fait que la Confédération européenne des syndicats conditionne l'admission de la CGT à son affiliation internationale : « Nous voulons être avec tout le monde en restant nous mêmes. Dans le FSM, avec tous ceux qui y sont. Dans la CES également et, pourquoi pas, dans la CISL (Confédération internationale des syndicats libres) » (p 167). Et de rajouter : « L'unité d'action syndicale n'est pas basée sur la communauté idéologique, mais sur la communauté d'intérêts », ce qui est fondamentalement juste et devrait justifier la recherche permanente de l'unité d'action.

Offensive ou défensive ?

Inscrivant la stratégie confédérale dans le cadre de l'offensive générale de l'impérialisme russe, rien d'étonnant à ce qu'Henri Krasucki présente la situation actuelle de la classe ouvrière comme marquée par une situation d'offensive.

Tout le livre est imprégné de cette analyse. Retraçant les six premiers mois de 1980, il écrit : « Globalement, il s'est agi d'un semestre d'une densité exceptionnelle d'actions. On ne trouvera guère d'année comparable depuis fort longtemps, si l'on excepte évidemment 1968 qui relève du raz-de-marée » (p 13). Henri Krasucki parle à ce propos de « quelque chose de nouveau, comme un inversement de tendance » (p 19) et ajoute : « Non, décidément non, les travailleurs ne se sentent ni faibles, ni démunis, ni résignés » (p 40) ou « La réaction principale des travailleurs est à base de combativité » (p 193).

Pourtant Henri Krasucki analyse concrètement que la politique du gouvernement est « une attaque de grande envergure, qui n'a guère de précédents » (p 119). Il parle même de la volonté des Giscard-Barre-Ceyrac « d'imposer un retour de 50 ans en arrière » (p 193).

Il ne s'agit pas de nier que les luttes du printemps 1979 ont été marquées par une combativité certaine et qu'elles ont permis d'enre-

gistrer des résultats. Mais de bien analyser la situation. Les luttes ont été pour la plupart défensives. L'offensive du gouvernement et du patronat ne reste pas sans succès, la résistance des travailleurs n'ayant pas permis de la mettre en échec : baisse du pouvoir d'achat, augmentation du chômage, mise en place de la nouvelle convention médicale, atteintes de plus en plus fréquentes aux libertés.

Il est sûr que s'il n'y avait pas de luttes, la situation serait bien pire encore. La résistance des travailleurs permet de limiter les conséquences de l'attaque. Cela n'en fait pas une offensive pour autant. Or, selon que l'on estime que la classe ouvrière est à l'offensive ou sur la défensive, on débouche sur des tactiques différentes. Nous qui analysons, à partir des faits, que la classe ouvrière est aujourd'hui sur la défensive, qu'elle doit faire face à un ennemi de classe en position de force, mettons l'accent sur la recherche de l'unité d'action la plus large possible pour faire face à ces attaques.

L'analyse consistant à présenter la classe ouvrière à l'offensive conduit à sous-estimer considérablement l'importance actuelle de l'unité. C'est d'ailleurs ce qui ressort de l'ensemble du livre d'Henri Krasucki, malgré les appels répétés à l'unité.

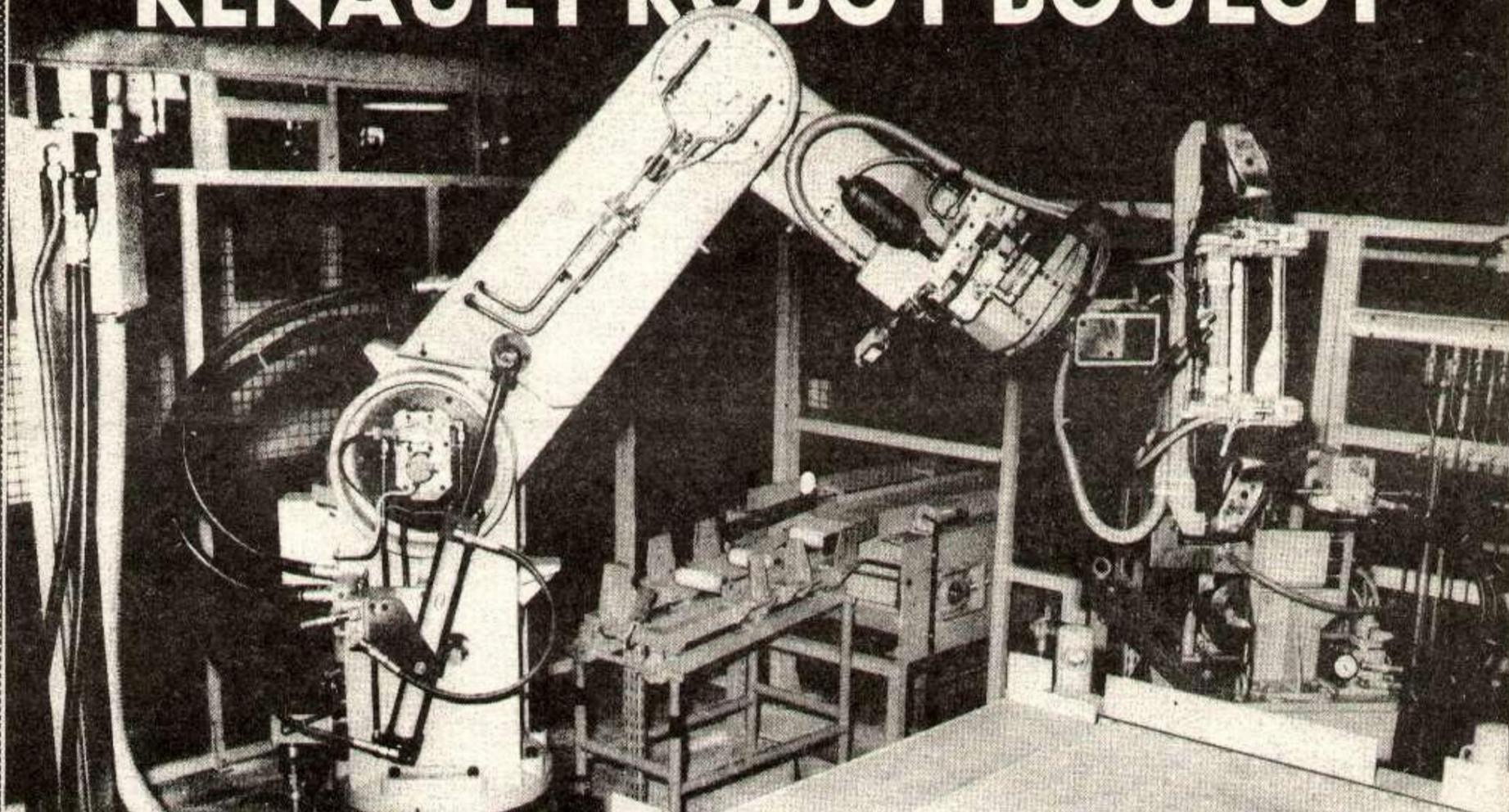
La clarification nécessaire

On pourrait prendre bien d'autres extraits du livre d'Henri Krasucki, qui mériteraient confrontation, débat. Nous avons voulu aller à ce qui paraît essentiel, afin d'apporter notre contribution au « vrai débat, sans complaisance et sans mesquinerie » que l'auteur propose (p 10).

« Ce qui est anormal, c'est que des formations - même agissant sur des plans différents comme syndicats et partis - qui se réclament des intérêts de classe des travailleurs, aboutissent à des analyses diamétralement opposées d'une même situation et à des attitudes contraires. Dans ce cas, quelqu'un se trompe ou bien n'est pas vraiment sur des positions de classe correctes, pour une raison ou pour une autre » (p 197) analyse Henri Krasucki. Nous pensons, comme lui, qu'il est aujourd'hui indispensable de procéder, dans le mouvement ouvrier, à la clarification nécessaire des stratégies et des tactiques afin de défendre réellement les intérêts de classe des travailleurs.

Voilà qui contribue à forger la véritable unité.

RENAULT ROBOT BOULOT



Nouvelles conditions de travail. Interview de la CFDT Renault Le Mans

On peut faire des analyses différentes des raisons de la crise de l'automobile qui s'annonce aux USA et en Europe. Surproduction, « péril japonais »... En tout cas, la concurrence s'aiguise, et les producteurs concentrent leur recherche sur la productivité. Produire plus, produire mieux, les résultats sont immédiats sur les conditions de travail dans les ateliers. A Renault, on a d'abord misé sur la production en « module », on commence aujourd'hui à mettre au point des robots. Les militants de la CFDT Renault Le Mans que nous avons rencontrés, nous en parlent.

■ Comment est organisée la production au Mans ?

Ce que l'on peut dire à l'heure actuelle dans notre usine, c'est qu'on n'a plus de chaînes traditionnelles, telles qu'on les a connues il y a quelques années. Il en reste seulement une pour les tracteurs.

Sur ce type de chaîne, le gars fait du matin au soir la même pièce, il a une visseuse, une perceuse, il visse toujours le même écrou. C'est la chaîne qui file. Pour aller pisser, il faut lever la main...

Depuis 71, on a vu progressivement la mise en place des modules. C'est-à-dire qu'une équipe de trois ou quatre personnes fait une pièce complète. Au départ, c'était bénéfique par rapport au travail à la chaîne. Les gens étaient plus libres, ils avaient une autre méthode de travail. Mais au bout d'un certain temps, le travail est apparu aussi bête que sur la chaîne. Simplement, au lieu de serrer un boulon, il serre trois boulons et met deux rondelles...

■ C'est venu d'une revendication syndicale récupérée ?

Oui. C'est venu de la grève de 71 au Mans. Pour la première fois, on s'est battu pour les conditions de travail et pas pour du fric. C'est à partir de ce moment-là qu'ils ont développé le travail sur module. Et en même temps, la direction a augmenté la production : 25% en gros. Sur la chaîne, on faisait 25 trains, ils en sont à 33 ou 35 maintenant.

Vu la cadence qui a augmenté, et comme les gars sont tributaires les uns des autres sur un module, le problème maintenant, c'est celui des dépressions nerveuses. Il y a un taux d'absentéisme très fort du fait des dépressions nerveuses.

C'est facile à comprendre quand tu vois les gens travailler : sur un même module, tu as des personnes d'âge différent, et qui ont un rythme de travail différent. Il est évident qu'un gars de 25 ans va plus vite qu'une personne de 50 ou 52 ans. Et on arrive à des frictions : le jeune, il en a ras-le-bol de son boulot, et il veut finir de bonne heure, et le père,

derrière, il a du mal à suivre le boulot que l'autre lui envoie... Si c'est le jeune qui est en fin de module, et qui approvisionne, il trouve que ça ne va pas assez vite, son module est plein, et il ne peut pas faire d'avance...

■ C'est un bon système pour créer des querelles et diviser les gars ?

Ils ont même poussé plus loin dans certains cas. A un certain moment, ils avaient mis sur le même module, 2 délégués CGT, 1 CFDT et un non syndiqué. Il y avait de ces frictions entre les délégués ! Le gars du milieu, il disait : « Ils sont toujours en train de se taper sur la queue ! ». Tout est fait pour créer un climat négatif...

■ Maintenant, on commence à introduire la robotique chez Renault ?

Oui, c'est en application. A Flins, il y a un robot pour la peinture. Tout ce qui est soudure se fait par robot. Au Mans, on arrive aux robots sur les presses. Mais la robotique ne fait qu'arriver, et le

seul vrai robot en place au Mans n'est pas encore tout à fait opérationnel.

■ La direction Renault déclarait récemment que c'étaient les postes pénibles qui étaient équipés de robots ?

Pas obligatoirement. Pour ce qui est de la peinture, oui. Mais par exemple sur les presses, ce n'était pas spécialement pénible. C'était plutôt des postes où il y avait beaucoup d'accidents. Je crois qu'ils font leurs comptes. Ils préfèrent investir dans un robot, avec un gars pour la surveillance, que d'avoir deux gars sur une presse où il y a des mains qui tombent ou des doigts, ou des bras...

■ Les robots qui sont mis en place actuellement sont mis au point par Renault ?

Oui. Tout est Renault ou ses filiales. Les bureaux d'étude aussi. Même si ça porte un autre nom. En fait Renault préfère développer tout un secteur de roboti-

que que de machine agricole par exemple...

■ Quelles sont les réactions par rapport à l'arrivée des robots ? Il n'y a pas de crainte pour l'emploi ?

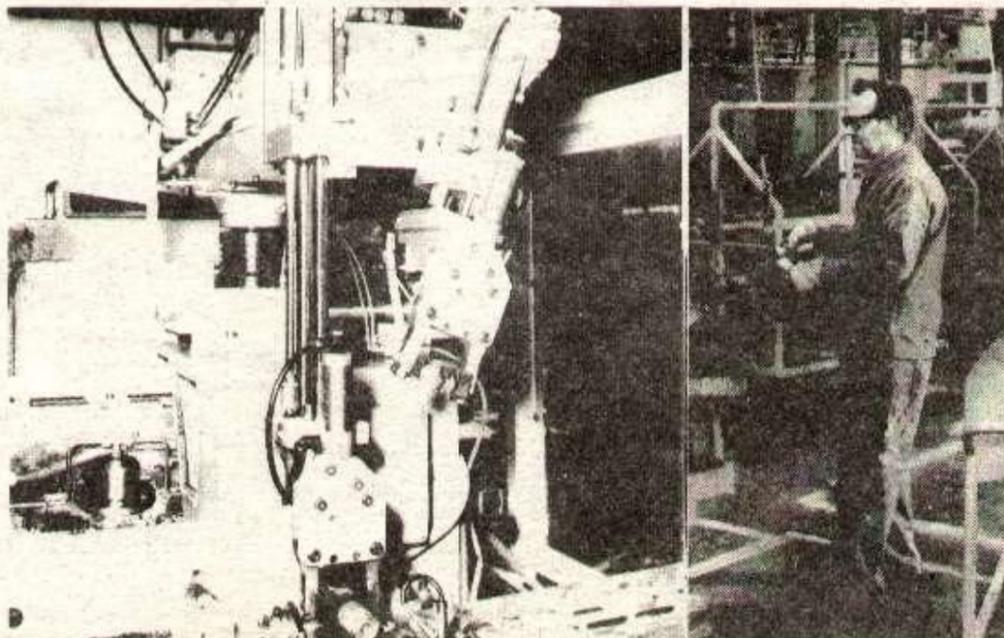
Pour l'instant, non, il y aurait plutôt de la fierté. Mais l'autre problème que je vois avec le robot, c'est que ça développe l'individualisme. La tâche sur le robot sera plus facile, plus intéressante. Il y aura peut-être, avec des cours, une tâche de programmation, une possibilité de devenir P1 ou P2... Et il n'est pas évident que dans un groupe, les gars ne se bagarrent pas pour aller sur le robot. Il y a un risque de rivalités...

■ L'arrivée de robots va développer aussi l'arrivée de techniciens ?

Tout dépend de ce qu'ils vont nous amener comme robots. Si ce sont des robots programmés, il y a juste une cassette à changer en cas de panne. On nous a déjà fait voir. Quand le robot tombe en panne, il y a un cadran qui s'allume et on sait où est la panne. Il n'y a qu'à enlever la cassette et en mettre une autre. Là, à la limite, le technicien ne sert pas à grand chose, l'ouvrier peut dépanner tout seul.

■ Et en tant que section syndicale, vous avez pris position ?

Pas pour l'instant. La robotique ne fait qu'arriver et on ressent pas de réactions des gars. Alors, c'est difficile de se prononcer. Mais on risque d'en avoir bientôt, parce que ça commence à faire pas mal de mobilité de personnel. Les gars commencent à changer d'atelier quand les robots arrivent.



Propos recueillis par
Claire MASSON